

# METROPOLIS WORLD BULLETIN

Septembre 2007

Volume 7

## La cohésion sociale



Available in English at [www.metropolis.net](http://www.metropolis.net)



# Cohésion sociale

**HOWARD DUNCAN**

Projet Metropolis

Les sociétés et les gouvernements de nombreux pays développés se sont davantage familiarisés avec l'immigration, particulièrement au cours des dix dernières années. Même si plusieurs de ces pays ont mis en place des politiques pour empêcher l'entrée d'immigrants, nombreux sont ceux qui se sont bien rendu compte qu'il est futile d'essayer d'empêcher toute entrée, et qui ont remplacé les politiques d'interception par des politiques de gestion des entrées. Cette acceptation de l'immigration en tant que contribution économique et démographique potentiellement précieuse a permis à ces pays de cesser de s'intéresser exclusivement aux contrôles frontaliers pour se pencher sur l'intégration des immigrants au sein de leur économie et de leur société. Ce changement de perspective a transformé en profondeur la façon dont ces sociétés perçoivent la présence des immigrants, une présence qui est en fait une caractéristique permanente de la vie sociale. Cette caractéristique de ceux qui représentent une proportion considérable de la population nationale incite les gens à examiner la nature de leur société, dans la mesure où la diversification de sa population est maintenant inhérente, et non seulement conditionnelle et temporaire.

On considère maintenant les échecs passés en matière d'intégration (qui sont manifestes lorsqu'on observe les populations ségréguées et économiquement polarisées) comme révélateurs de problèmes sociaux à corriger, en vue non seulement d'atteindre une plus grande justice sociale, mais aussi de prévenir l'instabilité. Par exemple, les émeutes de 2005 dans les banlieues françaises ont incité le gouvernement non pas à diminuer l'immigration ou à expulser des immigrants, mais à prendre des mesures destinées à renforcer l'ordre social chez les citoyens de la France, y compris chez les immigrants. De nombreux pays d'Europe occidentale accordent beaucoup d'attention à l'intégration des immigrants et vont bien au delà des conditions qui appuient leur entrée dans la population active et instaurent des conditions qui favorisent l'homogénéité de la société. Le fait d'accepter que les immigrants sont des membres à part entière d'une société va de pair avec la reconnaissance du potentiel qu'ont ces derniers de modifier la nature de la société, peut-être même au point d'en modifier la cohésion sociale.

Le présent numéro du *Bulletin mondial Metropolis* insiste sur la cohésion sociale et présente des articles rédigés par de nombreux experts du réseau du projet international Metropolis. La cohésion sociale est, par ailleurs, l'un des thèmes principaux de la Douzième conférence internationale Metropolis. Cette notion en soi prête à controverse, car elle suppose quelque chose de plus fort que ce

pour quoi nous avons tendance à utiliser le terme « intégration ». La cohésion sociale implique un concept ou un ensemble de concepts auxquels adhère la société. La définition exacte de ce concept et les moyens grâce auxquels on peut atteindre la cohésion sociale demeurent un terrain glissant. La manière dont un pays l'exprime peut fortement contribuer à le définir et à déterminer les caractéristiques et les convictions de ses citoyens. Sinon, il peut constituer un moyen précaire de définir une identité nationale en lui substituant un ensemble de valeurs. Citons à titre d'exemple le multiculturalisme, qui accorde la priorité à la diversité et au pluralisme, ou qui constitue un ensemble d'attentes quant à la loyauté et au respect à l'égard de la Constitution et d'autres aspects de l'ordre social établi. En outre, le concept peut être mis à l'appui de « projets nationaux », lesquels peuvent inclure une façon de mener la vie politique (démocratie), de gérer l'économie (capitalisme ou État-providence), des projets précis comme la conduite de la guerre, des événements sportifs importants, de grands projets d'immobilisations, ou la projection d'un ensemble de valeurs sociales à l'échelle d'une société.

Le chemin de la cohésion sociale est exceptionnellement tortueux, tant du point de vue de l'efficacité que de la justice sociale. Il exige que les membres de la société adoptent certains comportements, certaines attitudes ou certaines convictions qui respectent les concepts à partir desquels se définit la cohésion sociale. Une telle ingénierie sociale prête à controverse, mais dans une société moderne marquée par des collectivités transnationales diversifiées, elle peut aussi être tout simplement difficile à obtenir. La recherche de valeurs fondamentales se traduit souvent par une recherche de valeurs qui déterminent l'identité historique d'une population, ce qui va à l'encontre de la diversité de la population amenée par l'immigration. En raison même de cette diversité, il y a peu de chances, en 2007, d'obtenir une réelle cohésion sociale au sein d'une société diversifiée avec des méthodes qui se seraient avérées efficaces il y a 50 ans. Les caractéristiques de la vie transnationale que nous associons à la mondialisation créent des enjeux relatifs au développement de sociétés homogènes qui n'existaient tout simplement pas auparavant. Notre réflexion sur la cohésion sociale doit sérieusement tenir compte de la nature véritable des sociétés diversifiées et des influences disparates des convictions, des attitudes et des comportements de leurs membres. Autrement, notre réflexion sera naïve et nos actions improductives. Obtenir la cohésion sociale est de nos jours une entreprise différente, mais non moins importante.

# La cohésion sociale : Comment la promouvoir?

**SARAH SPENCER**

Centre on Migration, Policy and Society (COMPAS), University of Oxford

**E**n Grande-Bretagne, les actes de terrorisme, le désordre public et la tension communautaire ont mené en à une pléthore de nouvelles initiatives destinées à favoriser la « cohésion » sociale. Malgré la recherche universitaire et une série d'enquêtes officielles, la définition de « cohésion », les objectifs des interventions politiques ainsi que les populations ciblées par ces interventions ne sont pas clairement définis.

La politique des « relations raciales », instaurée en Grande-Bretagne dans les années 1960, a été renforcée en 2000 lorsque des organismes publics – des instances municipales aux forces policières en passant par les écoles – ont été obligés par la loi de promouvoir la « bonne entente » entre les membres de différents groupes raciaux. À la suite des perturbations dans les villes du nord du pays en 2001, la terminologie a été modifiée : le terme « cohésion » a pris place dans les discours. Une enquête a conclu que la ségrégation résidentielle avait mené à des « vies parallèles » sans véritables interactions, et qu'une stratégie plus globale était par conséquent nécessaire (Cantle, 2001 et 2005). Partant de cette analyse, le gouvernement a favorisé l'établissement de collectivités cohésives ayant une vision commune et un sentiment d'appartenance. Ces collectivités valorisent la diversité, et les personnes de toutes origines ont une chance égale de profiter des possibilités que leur offre la vie (Department of Communities and Local Government, 2006).

Cinq ans plus tard, une autre enquête recommandait que la définition de cohésion mette autant l'accent sur l'attachement au voisinage et à la ville qu'au pays. Elle soulignait l'importance des droits, des responsabilités et de la confiance à l'égard des institutions politiques (notamment en ce qui a trait à la répartition équitable des ressources), de même que la nécessité de définir clairement ce qui lie les collectivités les unes aux autres dans un respect mutuel : « privilégier un avenir commun plutôt qu'hériter de la division » (Commission on Integration and Cohesion, 2007).

Pour les administrations municipales, il s'agit là d'un programme ambitieux, et elles ne savent pas dans quelle mesure elles doivent intervenir. De toute évidence, il ne suffit pas d'éviter les conflits; mettre l'accent sur la civilité et le respect mutuel suggère une interaction sociale positive.

Mais faut-il aller plus loin, jusqu'à l'amitié qui transcende les désaccords ethniques et confessionnels? Doit-on se préoccuper du fait que les gens, lors d'une sortie le samedi soir, souhaitent « rester entre eux »?

La recherche du COMPAS sur les migrants d'Europe de l'Est qui occupent des emplois peu rémunérés a montré la pertinence de cette question. Nombre d'entre eux avaient eu des contacts sociaux avec des Britanniques. Toutefois, le quart d'entre eux, après deux années passées au Royaume-Uni, n'en avait eu aucun. Ce n'était pas par choix, ce qui est très révélateur. Les migrants ne se liaient pas non plus avec les Britanniques au travail, ou alors ils les trouvaient polis, la plupart du temps, mais distants. Comme l'un des migrants l'a exprimé : « Ils ne vous laissent pas entrer dans leur cercle », ce qui explique peut-être l'ignorance que certains migrants ont observée chez les Britanniques lorsque ceux-ci posent des questions comme « Avez-vous l'électricité en Lituanie? » (Spencer et coll., 2007).

*Malgré la recherche universitaire et une série d'enquêtes officielles, la définition de « cohésion », les objectifs des interventions politiques ainsi que les populations ciblées par ces interventions ne sont pas clairement définis.*

La recherche de Hewstone semble indiquer que l'absence de tout contact social revêt une importance réelle. Son étude en Irlande du Nord a révélé que les relations significatives entre les catholiques et les protestants réduisaient la méfiance et augmentaient l'empathie. Le simple fait de vivre dans un quartier mixte n'avait pas cet effet (Hewstone et Schmid, 2007). Ce fait est d'autant plus intéressant si l'on tient compte de la récente conclusion de Putnam, selon qui dans les régions des États-Unis caractérisées par une grande diversité ethnique, on observe des degrés moindres de confiance et d'engagement

civique. Putnam en conclut qu'il faut favoriser « plus d'occasions d'interactions significatives au-delà des différences ethniques » (Putnam, 2007). Conscient des réalités de la vie moderne, Vertovec suggère néanmoins que nous nous questionnions sur la façon de favoriser des relations positives « dans un contexte où les relations de type fugace et superficiel sont le lot quotidien de la vie urbaine » (Vertovec, 2007).

La recherche de Hewstone est un rappel salutaire du fait que la diversité ethnique n'est ni le premier, ni le seul défi que doit relever le Royaume-Uni en matière de cohésion sociale. Peu de gens s'attendaient cependant à ce que les migrants de l'Europe de l'Est qui ont le droit de travailler au Royaume-Uni depuis mai 2004 soulèvent d'autres interrogations. Le gouvernement, qui croyait que les Européens de l'Est seraient de race blanche, qu'ils occuperaient un emploi et qu'ils demeureraient temporairement au Royaume-Uni, n'avait prévu aucune stratégie pour leur intégration sociale. La recherche effectuée par le COMPAS laisse entendre que le gouvernement britannique a été imprévoyant. Après 18 mois au Royaume-Uni, nombreux sont les migrants qui planifiaient de demeurer plus longtemps que les deux ans prévus à l'origine, certains envisageant même de s'y installer définitivement. Cela dit, il n'en demeure pas moins que c'est au cours des premiers mois que les migrants ont eu à surmonter les plus grandes difficultés : manque d'information pratique, connaissance limitée de l'anglais et pénurie de logements abordables. En l'absence d'une stratégie nationale, les organismes locaux ont dû développer leurs propres solutions. La Commission sur l'intégration et la cohésion a recommandé la mise sur pied d'un organisme national d'intégration devant appuyer et coordonner ces initiatives. On ne sait pas encore si le gouvernement acceptera cette recommandation.

## Solutions locales

Les éléments de preuve appuient le point de vue de la Commission, à savoir que les initiatives destinées à favoriser la cohésion sociale doivent être locales et tenir compte du parcours différent des personnes, de la démographie et des défis à relever dans les diverses localités. Par exemple, les résultats récents d'une autre étude du COMPAS révèlent que les musulmans et les non-musulmans ont les mêmes préoccupations au sujet des problèmes de voisinage comme les comportements antisociaux, ce qui laisse croire à une possible collaboration sur le plan des initiatives destinées à les régler (Jayaweera et coll., à venir). La recherche au Royaume-Uni et à l'étranger met également en évidence à quel point les membres de minorités peuvent s'identifier à leur voisinage (Alam et Husband, 2006), et dans certains cas beaucoup plus fortement qu'à leur pays (Phalet et coll., 2000).

Néanmoins, l'étude du COMPAS sur les musulmans confirme également que des initiatives locales peuvent être

entravées par un discours national qui identifie les migrants et les minorités comme source du problème, ce qui renforce les stéréotypes négatifs au sujet du groupe « exclu » tandis que les organismes locaux s'efforcent de favoriser son acceptation et son inclusion.

Le racisme et la xénophobie à eux seuls ne peuvent rendre compte de toutes les attitudes négatives du public. De véritables conflits d'intérêts peuvent éclater et l'équité des décisions peut être remise en question au sujet de l'accès aux ressources, comme les places dans les écoles, les soins de santé et le logement social. Il n'est pas toujours facile pour les gestionnaires locaux de trouver la solution. Les besoins d'un nouvel arrivant en matière de logement social ont-ils préséance sur ceux d'une résidente de longue date qui estime y avoir droit avant lui parce qu'elle « vient d'ici »? Le gouvernement national devra assurer le leadership d'un débat constructif et inclusif qui sera essentiel au succès des initiatives locales destinées à favoriser la cohésion sociale, quelle que soit finalement sa définition.

## Références

- Alam, M., et C. Husband. 2006. *British-Pakistani Men from Bradford: Linking Narratives to Policy*, York, Joseph Rowntree Foundation. [www.jrf.org](http://www.jrf.org).
- Cantle, T. 2001. *Community Cohesion: A Report of the Independent Review Team*, Londres.
- . 2005. *Community Cohesion: A New Framework for Race and Diversity*, Basingstoke, Palgrave MacMillan.
- Commission on Integration and Cohesion. 2007. *Our Shared Future*, Londres. [www.integrationandcohesion.org.uk/upload/assets/www.integrationandcohesion.org.uk/our\\_shared\\_future.pdf](http://www.integrationandcohesion.org.uk/upload/assets/www.integrationandcohesion.org.uk/our_shared_future.pdf).
- Department of Communities and Local Government. 2006. *Improving Opportunity, Strengthening Society, One Year On – A Progress Report on the Government's Strategy for Race Equality and Community Cohesion*, Londres, DCLG Publications.
- Hewstone, M., et K. Schmid. 2007. « Meaningful "Intergroup" Contact: The Missing Link Between "Parallel Lives" and "Community Cohesion" ? », présentation à la conférence annuelle COMPAS (juillet). [www.compas.ox.ac.uk/events/AnnConf07-papers/COMPAS%20Hewstone.pdf](http://www.compas.ox.ac.uk/events/AnnConf07-papers/COMPAS%20Hewstone.pdf).
- Jayaweera, H., T. Choudhury, et S. Vertovec, 2007 (à paraître). *Muslims, Migrants and Social Cohesion* (titre provisoire), York, Joseph Rowntree Foundation.
- Phalet, K., C. Van Lottringen, et H. Entzinger. 2000. *Islam in a Multicultural Society: The Views of Young People in Rotterdam, Utrecht*, ERCOMER. [www.ercomer.org/publish/reports/EN\\_Rot\\_Islam.html](http://www.ercomer.org/publish/reports/EN_Rot_Islam.html).
- Putnam, R. 2007. « *E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-first Century* », *Scandinavian Political Studies*, vol. 30, n° 2.
- Spencer, S., M. Ruhs, B. Anderson, et R. Rogaly. 2007. *Migrants' Lives Beyond the Workplace: The Experiences of Central and East Europeans in the UK*, York, Joseph Rowntree Foundation. [www.compas.ox.ac.uk](http://www.compas.ox.ac.uk).
- Vertovec, S. 2007. *New Complexities of Cohesion in Britain: Super-diversity, Transnationalism and Civil Integration*, document présenté à la Commission on Integration and Cohesion, Oxford, COMPAS. [www.compas.ox.ac.uk](http://www.compas.ox.ac.uk).

# Cohésion sociale et diversité ethnique : Des objectifs compatibles?

**ULF HEDETOFT**

Université de Copenhague et Academy for Migration Studies in Denmark

**B**ien que les liens étroits entre la cohésion sociale et l'appartenance fassent actuellement l'objet d'abondantes discussions, il n'existe aucun lien *a priori* entre ces deux notions. La cohésion sociale est un phénomène collectif alimenté par un ensemble d'idées nationales à propos de la similitude culturelle et par des structures institutionnelles qui font la promotion de l'égalitarisme. Quant à l'appartenance, il s'agit essentiellement de l'attachement psychologique et historique des individus à l'égard de lieux, de personnes, de traditions. Bref, c'est la perception affective d'un « chez-soi » qui peut ou peut ne pas concorder avec les intérêts de la société ou les valeurs dominantes d'un régime politique.

Il est vrai que dans les discours nationaux habituels, cohésion et appartenance partagent une même panoplie culturelle et historique. La citoyenneté active dans une collectivité nationale présuppose l'acceptation que ces deux notions se confondent pratiquement – ou du moins qu'elles se définissent mutuellement –, de même que la circonscription de l'une et de l'autre par des valeurs partagées et des buts communs, culturels ou politiques. Dans ce contexte, les notions du collectif et d'individuel, de participation et d'attachement, de société et de communauté, de citoyenneté et d'identité semblent ne plus se distinguer l'une de l'autre.

Il est également vrai que toutes les sociétés, du moins celles qui sont dignes de ce nom, ont besoin d'une certaine unité et du sentiment concret d'avoir une détermination commune. Cependant, la mondialisation dans son ensemble et, plus particulièrement, les processus de migration internationale des dernières années, s'ils n'ont pas complètement brisé le mythe du monoculturalisme monolithique, l'ont à tout le moins profondément remis en question puisque celui-ci se fonde sur les notions de cohésion totale, de valeurs indiscutables qui sont propres à une nation et, enfin, d'appartenance unidirectionnelle à un espace politique unique. La mondialisation et les migrations internationales ont démontré la relativité et la plasticité extrêmes de la cohésion et de l'appartenance, qu'elles soient envisagées séparément ou que l'on apprécie la nature idéologique du lien inévitable entre elles.

De plus, la mondialisation et les processus de migrations internationales ont contribué à inscrire de nouvelles notions concurrentes à l'ordre du jour politique et universitaire. Quelle que soit l'opinion que nous ayons sur le « multiculturalisme », la « gestion de la diversité », la « citoyenneté multiple » ou les « identités hybrides », ces phénomènes, tout comme d'autres pratiques similaires, témoignent du fait que plus souvent qu'autrement, le sentiment d'appartenance est fragmenté, la cohésion est une force partielle et l'identité comporte plusieurs niveaux.

*Bien que les liens étroits entre la cohésion sociale et l'appartenance fassent actuellement l'objet d'abondantes discussions, il n'existe aucun lien (a priori) entre ces deux notions.*

Ces phénomènes nous ont également conscientisés au fait que les sociétés monoculturelles envisagées – dont plusieurs perçoivent aujourd'hui le métissage culturel, l'immigration et la diversité de l'appartenance comme une menace pour le caractère unique de leur nation et pour leur solidarité chèrement acquise – sont elles-mêmes, comme toutes les autres structures sociales, le fruit d'une longue construction historique soutenue par des motifs politiques et sociaux et qu'elles ont su, avec les années, souder leurs éléments disparates en une entité apparemment homogène.

Il est particulièrement intéressant d'observer et d'analyser les nouveaux motifs des interactions discursives et politiques entre les notions de cohésion et d'appartenance : dans les petites et moyennes sociétés monoculturelles, ces interactions découlent des tentatives de préserver leur loyauté envers des structures nationales héritées et ce, dans un contexte de processus transfrontaliers et de métissage culturel.

Par exemple au Danemark, où l'immigration a généralement fait l'objet de scepticisme, d'anxiété, voire d'une résistance ouverte, l'idée maîtresse des débats et des politiques a été d'insister sur la nécessité, pour les immigrants, de se conformer ou de s'« intégrer » afin que la cohésion sociale et culturelle de l'État-providence danois soit préservée, tout en espérant favoriser le sentiment d'appartenance à la société danoise. Toutefois, un examen plus poussé révèle l'utilisation d'au moins trois notions très différentes pour établir ce qui constitue le caractère danois et ce que peut constituer l'adaptation réussie aux valeurs qui définissent ce caractère : une notion normative, une notion fonctionnelle et une notion pragmatique (minimaliste). Chose plus intéressante encore, ces trois modalités notionnelles sont souvent adoptées et appliquées par les mêmes personnalités publiques ou institutions selon le contexte, le public et les intérêts du jour.

**Quelle que soit l'opinion que nous ayons sur le « multiculturalisme », la « gestion de la diversité », la « citoyenneté multiple » ou les « identités hybrides », ces phénomènes, tout comme d'autres pratiques similaires, témoignent du fait que plus souvent qu'autrement, le sentiment d'appartenance est fragmenté, la cohésion est une force partielle et l'identité comporte plusieurs niveaux.**

La notion *normative* consiste à exiger des immigrants qu'ils acceptent sans réserve les « normes et valeurs danoises » et les intériorisent à la fois dans la sphère publique, au travail et dans leur vie privée. Cette exigence équivaut à une assimilation complète : culturelle, linguistique et sociale. Cependant, alors que l'assimilation est traditionnellement perçue comme une question de conformité à certaines normes précises sur les comportements socialement acceptables, le discours porte maintenant sur l'idée plus insaisissable de valeurs nébuleuses qui seraient, d'une manière qui reste à définir, perçues comme proprement danoises (démocratie, protection sociale, liberté d'expression, etc.), bien que la plupart d'entre elles soient clairement partagées dans un contexte de culture ou de civilisation plus vaste : européen, scandinave, voire mondial. C'est cette modalité qui a régi la tristement célèbre controverse des caricatures et qui a donné naissance à la plupart des paradoxes et des tensions non résolues (qui opposaient, en particulier, les principes libertaires à l'uniformité culturelle) dont cet épisode a été nourri.

La modalité *fonctionnelle* est beaucoup moins idéologique. Elle souligne l'importance de la citoyenneté active et de la participation civique (notamment dans divers types d'organismes sociaux, culturels ou politiques) comme critère principal d'adaptation. Ici, l'accent est mis sur les comportements socialement utiles, sur les efforts concrets et sur la solidarité plutôt que sur l'obligation de faire preuve de loyauté et d'appartenance fondées sur des valeurs. Cette modalité est donc ouverte à certaines formes de diversité et, tout particulièrement, à la reconnaissance d'une distinction marquée entre les sphères publique et privée. Les programmes d'introduction destinés aux réfugiés et aux immigrants, financés par l'État tous les trois ans, se fondent pour la plupart sur cette démarche en matière d'« intégration ».

Enfin, l'approche *pragmatique (minimaliste)* n'a qu'un seul objectif : que l'immigrant trouve un emploi, se débrouille, contribue à l'économie du pays et, par le fait même, décharge l'État de toute responsabilité ou de toute dépense importante associée à son séjour au pays. C'est pour cette raison qu'en 2002, un ancien ministre chargé de l'intégration a donné comme exemple d'intégration réussie les immigrants chinois, qui forment une collectivité ethnique cultivant ses particularités culturelles. C'était d'autant plus surprenant qu'à l'époque, le ministre lui-même, l'ensemble de son gouvernement et le parti qui les représentait au parlement insistaient avec véhémence sur la notion normative. Cette approche a été privilégiée récemment en raison de la nécessité de plus en plus manifeste d'attirer des travailleurs étrangers et des dispositions qui se sont ensuivies sur les visas de travail. Pourtant, elle n'accorde aucune attention à l'identité et à l'appartenance, alors que la cohésion se manifeste uniquement dans la mesure où la présence accrue de travailleurs étrangers est maintenant nécessaire pour combler des postes de travailleurs sociaux dans des établissements d'assistance sociale. Toutefois, la plupart de ces travailleurs sont accueillis pour le soutien qu'ils apportent à la croissance d'une économie prospère, et, une fois terminé leur mandat, ils sont libres de partir.

En définitive, chacun de ces trois discours, et à plus forte raison les deux derniers, illustre indirectement ma thèse initiale selon laquelle non seulement la cohésion et l'appartenance (prises séparément ou conjointement) ne sont pas essentielles à la capacité fonctionnelle et à la prospérité de la nation, dont nous entendons continuellement parler dans les débats actuels sur les « limites du multiculturalisme » et sur la capacité des États à accueillir les migrants, mais la diversité et la multiethnicité ne constituent pas non plus, pour les États, les menaces annoncées. Cela peut être plus facile à accepter dans un pays plus vaste et plus libéral que dans un pays petit et relativement uni comme le Danemark. Néanmoins, cette distinction n'est qu'une autre façon de mettre en évidence l'esprit de relativisme et d'élasticité que nous devons adopter pour résoudre ces questions.

# Médiation des relations sociales dans les sociétés complexes : Moyens de communication de masse et cohésion sociale

**ANDREW JAKUBOWICZ**

University of Technology, Sydney

L'omniprésence des communications instantanées à l'échelle internationale amène les médias à jouer un rôle de plus en plus important dans les nouveaux dossiers touchant la cohésion sociale. L'accélération de la convergence des médias met en évidence l'interaction des véhicules traditionnels et des nouveaux canaux, caractérisée par un enchevêtrement serré d'information, d'enquêtes, de rumeurs, de propagande et d'opinions.

La notion de cohésion sociale est elle-même très controversée (Holton, 1997) : certains théoriciens suggèrent que le « social » – les mondes vécus des sociétés – doit avoir son propre ensemble de valeurs ou de mœurs pour survivre. D'autres théoriciens soutiennent plutôt que les sociétés complexes ont toujours une pluralité de valeurs et que c'est justement cette friction créatrice entre différents mondes vécus et différentes orientations qui produit l'énergie nécessaire à l'innovation et au changement (Berger, 1998). Ces points de vue ne sont pas partagés par ceux qui analysent les sociétés comme des structures de pouvoir où des groupes sociaux – classes, ensembles ethnopolitiques, etc. – cherchent à imposer leurs désirs et leur vision du monde à d'autres groupes, marginalisés ou subordonnés, afin de défendre leurs propres intérêts (Jakubowicz, 1995). La Commission européenne considère la cohésion sociale comme un important objectif politique de l'« Europe multiculturelle » et soutient que son principal obstacle, l'exclusion, naît de l'inefficacité des politiques sociales, des politiques d'immigration ainsi que des problèmes d'emploi et de nationalité (Conseil de l'Union européenne, 2006; Vertovec, 1999). Il n'est pas étonnant de constater que les médias participent aux débats, à la fois comme commentateurs et comme participants.

Au cours des dernières années, l'intervention des médias a eu d'importants effets sur le « monde réel », que ce soit par l'acceptation et la répétition des affirmations politiques (notamment, le motif relatif aux armes de destruction massive invoqué en appui à l'invasion de l'Irak par les États-Unis et leurs alliés), la publication de caricatures de Mahomet au Danemark (qui a suscité une campagne politique de boycottage et de violence contre des entreprises danoises et d'autres pays d'Europe établis au Moyen-Orient) ou l'utilisation d'Internet pour la promotion d'un djihad meurtrier en diffusant des guides pratiques en ligne. D'innombrables autres incidents ont également eu lieu dans divers pays, notamment le battage médiatique qui a entouré la violence interethnique à Sydney, en Australie, en décembre 2005, le rôle des médias dans l'intensification des émeutes de Los Angeles en 1994 ainsi que l'apport des journaux à sensation du Royaume-Uni à la diffusion de stéréotypes négatifs sur les minorités religieuses et immigrantes.

À propos des questions de cet ordre, Charles Husband (2000) soutient que l'échec des médias face aux problèmes d'égalité soulevés par la revendication d'une cohésion sociale (un terme qu'il n'adopte pas lui-même) est d'autant plus grave lorsque ces médias nuisent au « droit d'être compris ». Dans les sociétés qui présentent d'importantes inégalités sociales et économiques, et où ces inégalités se manifestent clairement sous forme de politiques culturelles, certains médias se consacrent à la défense de l'ordre social établi, en particulier lorsque les élites politiques ont une influence directe sur les organes médiatiques de l'État. Souvent, dans un contexte commercial, les médias sont avant tout redevables à leurs actionnaires ou à leurs propriétaires et s'attardent moins, dans la plupart des cas, à faire preuve de perspicacité

et de compréhension profonde qu'à grossir le malaise social. Ces exagérations leur permettent de rejoindre davantage de lecteurs, donc d'accroître leurs ventes publicitaires, tout en renforçant les valeurs et les intérêts des élites dominantes. Les groupes de médias puissants et bien établis ont tendance à s'aligner sur les intérêts des groupes sociaux dominants : leur attention est donc davantage attirée par la conformité sociale que par la compréhension et l'analyse.

Les sociétés complexes ont aujourd'hui une diversité culturelle accrue en raison de l'immigration et de la résurgence des populations autochtones. Les questions d'exclusion et de participation ont donc pris de l'importance. Les médias sont liés à ces questions de diverses façons : ils préconisent ce qu'ils déclarent être conforme à l'intérêt public; ils proposent une vision de la normalité, tout en relevant et en stigmatisant la déviance; ils satirisent sur un mode comique les normes et les valeurs dominantes, subordonnées et déviantes; ils signalent les menaces qu'ils perçoivent à la culture centrale au sein de laquelle ils sont établis. Comme l'a démontré John Downing (2001), le fait que les médias dits « grand public » n'ont pas su rendre compte de la diversité des sociétés et de leurs débats a mené directement, au cours des 40 dernières années, à la prolifération de médias parallèles dirigés par des activistes, prolifération accentuée aujourd'hui grâce aux occasions qu'offre Internet.

Plusieurs de ces questions seront à l'étude lors de la Douzième conférence internationale Metropolis, en octobre 2007. Dans le cadre du forum intitulé *Communicating Hope and Fear : Media, Cultural Discourses and the Alien Presence* [communication des espoirs et des craintes : médias, discours culturels et présence étrangère], des participants issus de milieux universitaires, gouvernementaux ou communautaires se pencheront sur la cohésion sociale et examineront des études de cas sur les rapports que les médias entretiennent avec elle. La cohésion sociale se révèle une notion complexe et contestée, puisqu'elle est perçue comme étant un élément idéologique plutôt qu'un concept de science sociale. Malgré tout, elle met en évidence certains conflits sociaux et culturels ainsi que certaines inégalités dans l'accès au pouvoir et aux ressources. Elle permet de révéler la dynamique quotidienne des frictions sociales liées à la diversité. L'un des cas étudiés aura pour objet la deuxième société de radiotélévision australienne en importance, le Special Broadcasting Service, qui est doté d'une charte multiculturelle et qui produit et diffuse des émissions aux contenus controversés. Cet organisme sera étudié à la lumière d'une analyse canadienne des médias des minorités ethniques. Une autre présentation portera sur le racisme et la lutte contre le racisme dans le cyberspace, de même que sur le rôle que les organismes gouvernementaux et communautaires sont de plus en plus appelés à jouer sur ce terrain sans réglementation qu'est Internet. Les diverses perceptions de ces significations controversées constituent la pierre angulaire des mesures qu'adoptent les gouvernements

pour contrer les dangers du terrorisme, tout en protégeant les droits des minorités. Il s'agit là d'un équilibre difficile à maintenir dans la plupart des sociétés pluriethniques car les inégalités de répartition du pouvoir correspondent à des schémas de différence ethnique. Ces différentes perspectives permettront de regarder sous un jour nouveau, d'une part, la manière de se comporter envers les « intrus » au Vietnam et en Bulgarie et, d'autre part, le rapport à l'écriture des nouveaux immigrants du Canada par rapport à celui des Canadiens établis depuis plus longtemps. Ainsi, les dimensions politiques, institutionnelles, culturelles et psychologiques de l'analyse ont toutes leur rôle à jouer dans la compréhension des relations entre les médias et la cohésion sociale des sociétés à diversité culturelle.

Les recherches actuelles indiquent que les philosophies dominantes définissent de plus en plus la cohésion sociale comme une assise pour la gouvernance fragilisée des États pluriethniques ou multiculturels. Cela dit, les réalités de la vie des collectivités portent à croire que les frictions et les conflits sont endémiques et constituent la condition la plus naturelle des sociétés métropolitaines complexes. Autant dans les situations réelles que dans le cyberspace, les médias peuvent contribuer à l'intensification des troubles sociaux, ce qu'ils font souvent. Ce sont également ces instruments qui sont le moins souvent mis à profit pour rehausser l'égalité des chances ayant trait au besoin de communiquer et d'être compris.

## Références

- Berger, P. L. 1998. *The Limits of Social Cohesion: Conflict and Mediation in Pluralist Societies: A Report of the Bertelsmann Foundation to the Club of Rome*, Boulder, Westview Press.
- Conseil de l'Union européenne. 2006. « Quelle cohésion sociale dans une Europe multiculturelle? Concepts, état des lieux et développements », *Tendances de la cohésion sociale n° 18*, Strasbourg, Conseil de l'Union européenne.
- Downing, J. 2001. *Radical Media : Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- Holton, R. J. 1997. « Immigration, Social Cohesion and National Identity », *Parliamentary Library Research Paper N° 1, 1997-98*. [www.aph.gov.au/library/pubs/rp/1997-1998/1998rp1901.htm](http://www.aph.gov.au/library/pubs/rp/1997-1998/1998rp1901.htm).
- Husband, C. 2000. « Media and the Public Sphere in Multi-ethnic Societies », dans S. Cottle (dir.), *Ethnic Minorities and the Media: Changing Cultural Boundaries*, Buckingham, Open University Press, p. 199-214.
- Jakubowicz, A. 1995. « Media in Multicultural Nations » dans J. Downing, A. Mohammadi et A. Sreberny-Mohammadi (dir.), *Questioning the Media: A Critical Introduction* (2<sup>e</sup> éd.), Thousand Oaks, Sage.
- Vertovec, S. 1999. *Migration and Social Cohesion*, Cheltenham, Edward Elgar.

► Courriel : A.Jakubowicz@uts.edu.au

# La cohésion sociale et les cadres des indicateurs en Nouvelle-Zélande

**PAUL SPOONLEY** et **ROBIN PEACE**

College of Humanities and Social Sciences, Massey University

Ce n'est que depuis peu que le gouvernement néo-zélandais cherche à déterminer si la cohésion sociale peut constituer un objectif prioritaire des politiques d'établissement des immigrants (Peace et coll., 2005). La cohésion sociale constitue, pour le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, un important objectif stratégique qui englobe beaucoup plus que la seule problématique de l'établissement des immigrants. Les travaux consacrés aux politiques sur cette question ont pris de l'ampleur, des ressources considérables ayant été consacrées à leur élaboration et à leur mise en œuvre. La stratégie nationale en matière d'établissement des immigrants (2003) indique que les services territoriaux et les politiques sont des éléments déterminants du succès de l'établissement des immigrants et de la cohésion des collectivités. Ce constat fait l'objet d'une reconnaissance croissante.

Une déclaration du conseil des ministres, rédigée par le ministère du travail et par celui du développement social, est venue entériner cette approche en formulant une définition de la cohésion sociale comme énoncé de résultat : « La Nouvelle-Zélande devient une société dont la cohésion est de plus en plus forte et qui présente un climat de collaboration : tous les groupes ont un sentiment d'appartenance, de participation, d'inclusion, de reconnaissance et de légitimité » (POL Min 03 27/3) [traduction]. Cette déclaration a jeté les bases de la discussion subséquente sur les politiques de l'ensemble du secteur gouvernemental.

## Un cadre conceptuel

Les cinq principaux résultats intermédiaires, soit l'appartenance, la participation, l'inclusion, la reconnaissance et la légitimité, caractérisent une société qui bénéficie d'une cohésion sociale et constituent les éléments de base d'un cadre conceptuel (voir les définitions de Peace et coll., 2005 et celles de Spoonley et coll., 2005). D'autres indicateurs ont été élaborés pour les collectivités d'accueil, en plus des indicateurs qui concernent les immigrants.

Ces éléments et leurs indicateurs sont présentés dans le schéma suivant. Une telle conceptualisation vise d'abord à s'assurer qu'il y ait des données équivalentes pour les collectivités immigrantes et les collectivités d'accueil, de manière à rendre compte des processus bidirectionnels nécessaires à la cohésion sociale, de la distinction entre les considérations individuelles et celles qui concernent les collectivités, de la dynamique nationale et sociétale, de même que des indicateurs démographiques généraux qui servent de contexte à des indicateurs plus particuliers. Bien que cela ne saute pas aux yeux, le rapport a également mis en évidence certaines données conjoncturelles ou longitudinales, de même que la nécessité de veiller à ce que les données quantitatives s'accompagnent de données qualitatives lorsque celles-ci sont appropriées.

## L'amélioration du cadre des indicateurs

Depuis les premiers travaux réalisés en 2005, différents ministères ont envisagé l'élaboration de cadres des indicateurs liés à leurs domaines de compétence respectifs. Le ministère du Développement social a consacré de nouvelles ressources à la création d'indicateurs qui tiennent compte de son rôle d'agence directrice du bien-être communautaire. Un nouveau rapport doit être publié à la fin de l'année 2007 (voir [www.msd.govt.nz](http://www.msd.govt.nz)). Le Bureau des affaires ethniques, dont relève le bien-être des collectivités polynésiennes (non Pakeha)<sup>1</sup>, a fait préparer un rapport sur la diversité ethnique et ses indicateurs (Spoonley, Chapman et Young, 2006; voir également [www.ethnicaffairs.govt.nz](http://www.ethnicaffairs.govt.nz)). Un troisième organisme, la Commission des droits humains, l'organisme chargé de traiter les plaintes de racisme et de discrimination, également doté d'une fonction de sensibilisation, a élaboré des indicateurs qui concernent la cohésion sociale. Un rapport sur les questions et les indicateurs pertinents sera disponible à la fin de l'année 2007 (Spoonley, Young et Peace, 2007; voir [www.hrc.co.nz](http://www.hrc.co.nz)).

Figure 1. Cadre des indicateurs

<b>Résultat de haut niveau</b>	La Nouvelle-Zélande devient une société dont la cohésion sociale est de plus en plus forte et qui présente un climat de collaboration : tous les groupes ont un sentiment d'appartenance, de participation, d'inclusion, de reconnaissance et de légitimité.	
<b>Résultats intermédiaires</b>	Les particuliers et les groupes font preuve de comportements qui indiquent une cohésion sociale, soit l'appartenance et la participation. Les conditions nécessaires à une société qui bénéficie d'une cohésion sociale se vérifient par l'inclusion, la reconnaissance et la légitimité.	
<b>Collectivités de migrants et de réfugiés</b>	<b>Collectivités d'accueil</b>	
<b>Comportements qui révèlent une cohésion sociale</b>		
<b>Appartenance</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>sentiment d'appartenance</li> <li>bon réseau social et contacts fréquents avec des amis intimes et des membres de la famille</li> <li>indice de participation sociale</li> <li>membre de regroupements</li> <li>accès au téléphone et à l'Internet</li> <li>travail bénévole à l'extérieur de la maison</li> </ul> <b>Participation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>participation à l'enseignement supérieur et à l'éducation des adultes</li> <li>participation à l'éducation préscolaire</li> <li>participation à des activités artistiques et culturelles</li> <li>membre d'équipes de sport ou de loisir</li> <li>répartition professionnelle</li> <li>accession à la propriété</li> </ul>	<b>Appartenance</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>sentiment d'appartenance</li> <li>fréquence des contacts avec des réseaux d'intimes</li> <li>indice de participation sociale</li> <li>membre de regroupements</li> <li>accès au téléphone et à l'Internet</li> <li>travail bénévole à l'extérieur de la maison</li> </ul> <b>Participation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>participation à l'enseignement supérieur et à l'éducation des adultes</li> <li>participation à l'éducation préscolaire</li> <li>participation à des activités artistiques et culturelles</li> <li>membre d'équipes de sport ou de loisir</li> <li>pourcentage des personnes qui votent</li> <li>engagement civique</li> </ul>	
<b>Conditions de cohésion sociale</b>		
<b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>revenu du marché par personne</li> <li>taux d'emploi rémunéré</li> <li>taux de participation au marché du travail</li> <li>capacités de lecture et d'écriture en anglais</li> <li>taux de chômage</li> <li>reconnaissance des études et des titres de compétence</li> <li>perception de prestations d'assistance sociale</li> <li>répartition professionnelle</li> <li>accession à la propriété</li> </ul> <b>Reconnaissance</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>racisme et discrimination</li> <li>représentation au sein de l'administration locale ou du gouvernement national</li> <li>accès à des médias dans la langue d'origine</li> <li>utilisation de la langue d'origine</li> </ul> <b>Légitimité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>confiance dans les principales institutions sociales</li> <li>sentiment de sécurité</li> <li>prestation de services aux groupes de réfugiés et de migrants</li> <li>état de santé et accès à des services médicaux</li> <li>représentation appropriée dans les médias</li> </ul>	<b>Inclusion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>revenu du marché par personne</li> <li>taux d'emploi rémunéré</li> <li>taux de chômage</li> <li>perception de prestations d'assistance sociale</li> <li>répartition professionnelle</li> <li>accession à la propriété</li> <li>études et titres de compétence</li> <li>nombre de programmes de soutien</li> </ul> <b>Reconnaissance</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>racisme et discrimination</li> <li>ressources médiatiques</li> </ul> <b>Légitimité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>études sur le racisme et la discrimination</li> <li>confiance dans les principales institutions sociales</li> <li>vérification des qualifications et des titres de compétence</li> <li>position par rapport aux engagements de la Nouvelle-Zélande en matière de biculturalisme</li> </ul>	
<b>Connaissances démographiques générales sur les collectivités des migrants et des réfugiés</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>nombre d'immigrants de l'étranger</li> <li>nombre de migrants de retour</li> <li>statut migratoire (affaires, famille, réfugié, résident de retour)</li> <li>durée de séjour en Nouvelle-Zélande</li> <li>première arrivée ou retour</li> <li>connaissances préalables sur le pays</li> <li>liens préalables : famille ou amis</li> <li>niveau d'études</li> <li>titres de compétence</li> <li>état de santé</li> <li>langues maîtrisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>métier</li> <li>participation au marché du travail</li> <li>secteurs économiques du travail actuel et antérieur</li> <li>revenu personnel</li> <li>distribution de la population</li> <li>localité en Nouvelle-Zélande à l'arrivée</li> <li>mobilité en Nouvelle-Zélande au cours des cinq premières années</li> <li>accession à la propriété</li> <li>nombre de membres du ménage</li> <li>composition du ménage</li> <li>télécommunications</li> <li>possession d'un véhicule</li> <li>croances religieuses</li> </ul>	

Source : Peace, Spoonley, Butcher et O'Neill, 2005.

## La cohésion sociale : en guise de conclusion

Comme nous l'avons vu plus haut, la mesure des différents éléments de la cohésion sociale fait l'objet d'une attention considérable. Toutefois, il est moins certain que les données nécessaires sont disponibles et, lorsqu'elles le sont, leur qualité pose problème. C'est une question importante pour plusieurs raisons, notamment :

- le caractère variable, parmi les différents organismes qui recueillent des données, des définitions de l'identité ethnique et des immigrants;
- les lacunes importantes dans les renseignements et les statistiques recueillis;
- l'alignement des différents organismes qui recueillent des données et des ministères chargés de mesurer et de surveiller la cohésion sociale;
- le consensus à propos des unités de mesure et du niveau de regroupement des données;
- l'élaboration de nouvelles activités de collecte de données destinées à combler les lacunes dans les renseignements;
- l'équilibre entre les renseignements quantitatifs et les renseignements qualitatifs sur les principales questions de la cohésion sociale.

Ces problèmes sont évalués dans le document élaboré par Peace et coll. (2005; voir les annexes A et B). Ces défis techniques et politiques devront être surmontés dans le contexte néo-zélandais.

## Références

- Peace, R., et coll. 2005. *Immigration and Social Cohesion: Developing an Indicator Framework for Measuring the Impact of Settlement Policies in New Zealand*, Document de travail 01/05, Wellington, Ministry of Social Development (novembre).
- Spoonley, P., et coll. 2005. « Social Cohesion: A Policy and Indicator Framework for Assessing Immigrant and Host Outcomes », *Social Policy Journal of New Zealand*, n° 24 (avril).
- Spoonley, P., J. Chapman, et G. Young. 2006. *Ethnic Diversity in New Zealand: Outcomes and Indicators*, Wellington, rapport préparé pour le Office of Ethnic Affairs.
- Spoonley, P., G. Young, et R. Peace. 2007. *Monitoring Racial Equality: Developing an Indicator Framework*, Auckland, Human Rights Commission.

✉ Courriel : p.spoonley@massey.ac.nz

<sup>1</sup> « Pakeha » est le terme employé pour désigner les membres du groupe ethnique majoritaire, constitué de descendants des colons européens. Le terme « polynésien » englobe les Autochtones maoris et ceux des îles du Pacifique (Samoans, Tongans, Maoris des îles Cook, Tokelauans et Niouéens), qui sont pour la plupart nés en Nouvelle-Zélande.

# Le multiculturalisme contre vents et marées : Cohésion sociale et identité dans l'ombre du terrorisme

**RANDALL HANSEN**

Chaire de recherche du Canada en immigration et en gouvernance, University of Toronto

Le 30 juin 2007, deux hommes ont foncé droit sur l'aéroport international de Glasgow dans leur Jeep Cherokee chargée de bidons de propane. L'un d'eux était un médecin britannique établi tout près, à Paisley; l'autre était un étudiant au doctorat en génie à Cambridge.

Cette tentative était tristement semblable à d'autres. Depuis les attentats de septembre 2001, les complots terroristes qui ont réussi (Londres et Madrid) et ceux qui ont échoué (Toronto, Glasgow, Allemagne et Londres à maintes reprises) présentaient trois caractéristiques : les terroristes étaient musulmans, ils étaient instruits et quelquefois nantis (tout professeur sait que l'un ne signifie pas nécessairement l'autre), et ils avaient établi des contacts dans les pays qu'ils souhaitaient dévaster (ils y étaient nés, y avaient grandi ou y avaient fait des études).

Au Canada, la plupart des débats soulèvent autant de passion dans l'un et l'autre camp et portent sur le rôle du multiculturalisme dans la montée de l'extrémisme. Pour les détracteurs, l'acceptation du multiculturalisme au début des années 1970 n'est pas étrangère aux corps mutilés dans les rues d'Amsterdam, de Madrid et de Londres. De leur côté, les progressistes estiment que les attaques n'ont rien à voir avec l'extrémisme ni même, étrangement, avec l'islamisme. La vérité se trouve quelque part entre ces deux points de vue et dépend en grande partie de sa définition du multiculturalisme. Une version édulcorée du multiculturalisme soutient que les droits religieux et culturels découlent et dépendent des droits libéraux individuels. Selon cette version, il est possible d'adhérer à des Églises ou à des associations culturelles, de défendre des causes religieuses et de porter des vêtements

traditionnels en public puisqu'il s'agit, comme pour d'autres formes d'expression, de droits libéraux et individuels fondamentaux. Il ne devrait donc pas être possible de s'opposer librement à ce que des personnes achètent ou louent, en toute légalité, des terrains ou des installations afin d'y construire ou d'y établir une mosquée. Par ailleurs, quand il y a conflit entre les droits libéraux individuels et les revendications culturelles, l'individualisme l'emporte. La version édulcorée du multiculturalisme est issue du libéralisme; en ce sens, nous sommes maintenant tous des multiculturalistes.

Le véritable multiculturalisme est très différent. Il place l'identité du groupe devant les droits individuels et considère qu'en cas de conflit, les droits collectifs l'emportent. L'exemple le plus frappant de ce type de logique vient d'une décision prise par le gouvernement britannique, qui permet aux organisations religieuses de refuser d'embaucher une personne ouvertement homosexuelle si ce refus est conforme à leurs préceptes. Le gouvernement britannique se soustrayait ainsi aux directives de l'Union européenne contre la discrimination pour des motifs d'orientation sexuelle.

Au Canada, le multiculturalisme est édulcoré, presque vide, et s'insère à juste titre dans une politique d'établissement intégrationniste. Le véritable multiculturalisme n'a vraiment existé que de l'autre côté de l'Atlantique : aux Pays-Bas et, dans une moindre mesure, au Royaume-Uni. Les Pays-Bas ont procuré de l'enseignement aux enfants migrants dans leur langue maternelle, ont soutenu des chaînes de radio et de télévision des pays d'origine, et ont encouragé les migrants et leurs enfants à s'organiser par l'entremise d'associations ethniques.

Il est très difficile de lier le radicalisme islamique ou tout autre radicalisme aux politiques multiculturelles (édulcorées) du Canada. Celles-ci sont peu nombreuses, reçoivent un financement limité et visent principalement à aider les personnes à s'établir au sein des collectivités locales. Nous ne connaissons pas les origines exactes de l'islamisme radical, mais le peu que nous savons porte à croire que les imams étrangers qui prêchent la haine ainsi que les services de clavardage dans Internet sont à la source de cette paranoïa et de cette colère. Le multiculturalisme canadien ne l'a pas freiné, mais ne l'a pas créé non plus. Son seul péché consiste à ne pas avoir réussi à promouvoir un attachement plus profond au Canada chez les communautés migrantes. Les raisons qui soutiennent l'opposition au multiculturalisme véritable sont plus claires, bien qu'indirectes. Les Pays-Bas, parfaitement indifférents à l'intégration des communautés de migrants, ont décidé de « laisser faire » et sont intervenus ni dans le recrutement et la formation des imams, le choix des études et les réalisations des enfants migrants ni dans l'attachement des migrants et des résidents permanents aux valeurs démocratiques libérales. Cette situation a pavé la voie à l'extrémisme. Les réactions excessives dont font maintenant preuve les décideurs rendent compte de la désillusion profonde provoquée par l'expérience la plus complète du monde en matière de multiculturalisme.

***Nous ne connaissons pas les origines exactes de l'islamisme radical, mais le peu que nous savons porte à croire que les imams étrangers qui prêchent la haine ainsi que les services de clavardage dans Internet sont à la source de cette paranoïa et de cette colère. Le multiculturalisme canadien ne l'a pas freiné, mais ne l'a pas créé non plus.***

Cela signifie-t-il que tout va pour le mieux dans notre monarchie constitutionnelle? Non. Il y a un côté sombre au multiculturalisme canadien, mais son lien avec l'extrémisme est tout au plus indirect. Le multiculturalisme établit une distinction implicite entre, d'une part, « les vrais Canadiens, de race blanche », qui vivent le long du corridor de la rue Yonge, artère principale et cossue de Toronto, qui ne se

sentent pas concernés par le multiculturalisme et, d'autre part, les minorités visibles qui, par définition, ne sont pas blanches et dont on s'attend à ce qu'elles soient différentes, et qu'on encourage même à se distinguer. Ces minorités doivent être dorlotées et tolérées et, parce qu'elles sont fondamentalement différentes, elles n'ont pas à se soumettre aux mêmes normes intellectuelles et morales que les autres membres de la société. L'un des nombreux effets pervers de cette situation est que les gens sont réduits à leur identité ethnique et surtout raciale. Prenons par exemple, le cas d'une de mes étudiantes, une Iranienne laïque, dont les parents ont quitté l'Iran pour la Suède quand elle était jeune. Dans le cadre de mes cours à la University of Toronto, les étudiants ont été étonnés de l'entendre dire qu'elle se considérait Suédoise, et même si elle l'a répété à maintes reprises, ils ont continué à la considérer comme l'experte de la classe en matière d'Islam et de tout ce qui s'y rapporte.

Un tel réductionnisme ethnique entraîne deux autres conséquences. Premièrement, il a amené les universitaires et les commentateurs bien-pensants à adopter une attitude indulgente à l'égard des demandes de traitement particulier formulées par des porte-parole (souvent autoproclamés et non représentatifs) du groupe qui présentent, dans une version souvent conservatrice, les exigences culturelles et religieuses d'une minorité. Un exemple sans importance, mais révélateur, est celui de l'éditorial moralisateur du *Globe and Mail* portant sur une décision raisonnable d'un club de taekwondo du Québec exigeant que le hijab ainsi que, bien sûr, les bagues, foulards, croix, bandeaux et autres articles ne soient pas portés pendant les tournois. Le hijab est, au mieux, une exigence islamique contestée et, par ailleurs, il n'est pas nécessaire de pratiquer le taekwondo pour être musulman. C'est opérer un curieux renversement des principes séculiers qui soutiennent les religions monothéistes depuis des siècles que de laisser entendre que les exigences religieuses n'imposent pas aux pratiquants de faire des sacrifices personnels, mais contraignent plutôt les non-pratiquants à faire des accommodements.

Deuxièmement, cette situation encourage les minorités ethniques à s'en remettre à leur culture, à leur histoire et à leur langue comme fondement de leur identité. Le *Toronto Star* a récemment effectué un grand nombre d'entrevues avec des migrants arrivés depuis peu au Canada au cours desquelles ils ont systématiquement exprimé une crainte profonde de perdre leur identité. Quand les reporters du *Star* leur ont posé la question qui allait de soi : « Que penseriez-vous d'acquérir une identité canadienne? », la réponse la plus fréquente était la suivante : « Il n'y en a pas ». Nous avons perdu une vision du Canada dans laquelle l'objectif principal est d'instaurer une identité canadienne qui fait fi de la différence et dans laquelle notre unité – nous sommes porteurs des droits libéraux et partisans d'un projet politique commun – est plus importante que notre diversité.

# Que les véritables Européens lèvent haut la main

**RICHARD LEWIS**

Vrije Universiteit Brussel

La société européenne est beaucoup plus complexe et difficile à définir qu'elle n'en a l'air. Il est facile, par exemple, de décrire un Américain ou un Canadien : ce sont des citoyens des États-Unis ou du Canada et qui, règle générale, vivent dans ces mêmes pays. La plupart des Nord-Américains sont venus sur le continent dans le but de devenir citoyens de l'un de ces pays, ou bien ils sont des descendants de ceux qui les ont précédés. On pourrait penser que cette même affirmation s'applique à chaque pays d'Europe et, dans une certaine mesure, il est exact de dire que ceux qui possèdent un passeport de l'Allemagne sont des Allemands. Mais si vous demandez à un Allemand comment il définit son identité nationale, il haussera probablement les épaules en signe d'incompréhension ou marmonnera quelque chose sur sa famille, qui serait de descendance bavaroise ou westphalienne depuis des centaines d'années. C'est là la principale différence entre les pays traditionnellement immigrants, qui ont construit leurs sociétés par l'immigration, et les États-nations européens qui, au cours des cinquante dernières années, sont devenus *de facto* des sociétés immigrantes : huit pour cent de la population de l'Europe sont nés à l'étranger. En effet, d'importantes populations immigrantes se sont greffées à ces « vieilles sociétés ». Contrairement à leurs homologues nord-américains, certains et peut-être même beaucoup de ces groupes n'ont pas la moindre intention d'obtenir la citoyenneté. Lorsque c'est le cas, c'est pour faciliter la résidence et la mobilité, et non parce qu'ils se « sentent » allemands, français ou néerlandais.

Parallèlement, on observe en Europe une crise identitaire à grande échelle. À l'exception évidente de la Grande-Bretagne, une part importante de la population européenne s'identifie non seulement à sa ville, à sa région ou à son pays, mais considère aussi le fait d'être européen comme partie intégrante de son identité. Cela a peu à voir avec la projection publique des objectifs politiques de l'Union européenne (UE), et bien plus avec le fait que les voyages et les affaires sont plus faciles qu'auparavant. On peut alors se poser la question suivante : Que signifie être « Européen »? Nous avons tendance

à parler de nos « valeurs européennes ». À contrecœur, nous admettons que nos cousins du « Nouveau Monde » peuvent partager ces valeurs et, encore plus à reculons, que les ensembles de valeurs des autres cultures peuvent avoir beaucoup, et parfois même plus, à offrir que les nôtres, souvent tenues pour supérieures. L'attitude des sociétés occidentales à l'endroit de leurs personnes âgées, lorsqu'on la compare, par exemple, avec la manière d'agir des cultures asiatiques, donne matière à réflexion. Il est néanmoins vrai que nos pays partagent certains principes de base, dont les plus cités sont la règle de droit, le système judiciaire équitable et indépendant de même que l'égalité des sexes.

*Les formules mises à l'essai en Europe et ailleurs sont bien connues et ont toutes échoué d'une manière ou d'une autre : le modèle de l'assimilation (France), le modèle du jus sanguinis, modifié en 2004 (Allemagne), et le modèle multiculturel (Royaume-Uni). En vérité, peu importe les efforts des décideurs et des spécialistes, il n'existe aucun ensemble de principes qu'il suffit d'appliquer pour qu'un immigrant ait le sentiment d'appartenir.*

Par ailleurs, si vous parcourez l'Europe d'un bout à l'autre, il vous sera difficile d'en déterminer les frontières et de trouver un dénominateur commun entre, disons, la Suède nordique et la Sicile, très distinctes l'une de l'autre sur le plan culturel, et entre le Danemark et la Bulgarie, dont l'économie et la politique ne se ressemblent en rien. Malgré

tous les efforts qu'elle a déployés pour y arriver, l'UE a singulièrement échoué à persuader les États membres d'appliquer un même système d'immigration et des normes communes à l'ensemble de l'Union. Cela a donné un mélomélisme de lois et de pratiques. Soyons justes : malgré de telles contraintes juridiques, les institutions de l'UE ont tenté de rendre le processus d'immigration plus transparent grâce à des « guichets uniques », des carrefours d'emploi et d'autres outils du même genre dont l'effet est cependant bien faible si on le compare à la marée d'immigration observée au cours des deux dernières décennies.

Dans un tel contexte, quelles options s'offrent à l'immigrant? Il ne voit que l'invitante porte dorée de l'autre côté de la Méditerranée ou de la mer Noire. Il croit qu'il arrivera à composer avec les formalités et l'adaptation culturelle en temps voulu, adaptation qui ne doit jamais, pourtant, être sous-estimée. On entend de nombreux témoignages qui soulignent à quel point les migrants ont de la difficulté à laisser leur ancienne vie derrière eux, même si cela met fin à la persécution ou à la famine. Eva Hoffman, dans son autobiographie *Une vie entre les mots*, écrit au sujet de son voyage qui la mène de la Pologne au Canada : « Lorsque sur la berge, la fanfare attaque la mazurka enjouée de l'hymne polonais, un chagrin juvénile me transperce avec une force telle que je m'arrête soudain de pleurer et lutte, immobile, contre la douleur » (1992 pour la traduction française).

Quelle aide pouvons-nous donc apporter aux immigrants de l'Europe afin d'atténuer leur douleur et de faciliter leur adaptation? Quel type de société essayons-nous de construire? Admettons tout d'abord nos erreurs passées. Le programme allemand *gast arbeiter* [travailleur invité], bien qu'approprié dans les circonstances économiques, s'est finalement transformé en un accord boiteux qui a laissé des milliers d'immigrants, principalement des Turcs, prisonniers entre deux vies. Nous pouvons également penser à ce qu'ont vécu les immigrants d'Afrique du Nord en France, ou aux Britanniques qui, dans le sillage de leur propre Empire, ont importé de la main-d'œuvre bon marché au cours de la période de prospérité qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. Un grand nombre d'immigrants avaient alors l'une ou l'autre des citoyennetés ou, en ce qui concerne les Britanniques, une citoyenneté restreinte. Dans tous ces cas, la réflexion sur la façon dont les intéressés allaient être acceptés à titre d'Allemands, de Français ou de Britanniques, ou comment ils allaient superposer à la leur cette culture européenne d'adoption, aura été nettement insuffisante.

Les formules mises à l'essai en Europe et ailleurs sont bien connues et ont toutes échoué d'une manière ou d'une autre : le modèle de l'assimilation (France), le modèle du *jus sanguinis*, modifié en 2004 (Allemagne), et le modèle multiculturel (Royaume-Uni). En vérité, peu importe les efforts des décideurs et des spécialistes, il n'existe aucun ensemble de principes qu'il suffit d'appliquer pour qu'un

immigrant ait le sentiment d'*appartenir* à une société, qu'il se sente *accepté* et, comme l'a fait remarquer récemment un immigrant britannique, qu'il ne soit pas invisible aux yeux des autres parce que la couleur de sa peau est différente.

Chose certaine, le gouvernement, l'industrie et surtout les administrations municipales peuvent faire quelque chose; certains auteurs nomment ce processus « l'ingénierie d'intégration ». Son élément clé est assurément de faire en sorte que l'emploi, l'éducation et l'avancement soient à la portée de tous; autrement dit, de créer des possibilités, au sein d'une société proactive. Cette façon de faire est la clé du succès du système américain, du moins elle l'a été jusqu'à maintenant : une seule langue, un seul système d'éducation (l'éducation religieuse peut se faire les fins de semaine) et les principes d'un unique système juridique.

Dans le contexte économique actuel, les pays de l'UE créeront 5,5 millions d'emplois en 2007, et certains de ces postes seront comblés par des immigrants. Ce n'est pas chose impossible que de faire en sorte que ceux-ci acquièrent un sentiment d'appartenance envers l'Europe. Toutefois, pour y arriver, il faudra que les attitudes changent, que le système d'éducation s'adapte et que les médias évoluent.

## Projet de recherche PME-Metropolis

### **Demande de propositions pour des projets de recherche sur l'incidence de la migration des travailleurs hautement qualifiés**

Une fois de plus, la Foundation for Migration, Population and Environment (PME) ([www.bmu-foundation.ch](http://www.bmu-foundation.ch)) et le projet international Metropolis mettent en commun leurs ressources en vue de permettre la réalisation d'études comparatives à l'échelle internationale. En octobre 2007, l'initiative PME-Metropolis lancera sa quatrième demande de propositions. Certains chercheurs pourront ainsi obtenir un soutien financier qui leur permettra d'élaborer une proposition de recherche pouvant être soumise à d'autres organismes de financement de la recherche.

Deux thèmes de recherche ont été définis pour cette demande de propositions :

1. **L'exode et la récupération des cerveaux;**
2. **Le rétablissement des travailleurs qualifiés.**

On encourage fortement les personnes qui soumettront des propositions à inclure dans leur projet une perspective transnationale ou une dimension transatlantique.

Pour obtenir de plus amples renseignements, notamment à propos des lignes directrices des offres, de l'échéancier et des activités financières, consultez le site suivant :

➡ [www.international.metropolis.net](http://www.international.metropolis.net)

# Mise à jour : Projets et partenaires

## Eurosphère

YNGVE LITHMAN

International Migration and Ethnic Relations (IMER) Norway et University of Bergen

L'Europe se cherche un avenir. La transformation d'une Europe formée d'un ensemble d'États en quelque chose qui soit « européen », idée qui ressort surtout dans les travaux de l'Union européenne (UE), semble désormais en attente. L'« Européen » est un terme qui décrit à la fois ce qui unit l'Europe et ce que l'Europe devrait un jour exprimer et signifier, soit la « dimension européenne ». C'est un concept vague, mais dont l'imprécision est utile puisqu'il englobe une gamme de possibilités de ce que l'Europe « est » et de ce qu'elle devrait s'efforcer d'être. Néanmoins, on observe de nombreuses tensions inhérentes à l'idée d'une « dimension européenne ». Certaines de ces idées se sont brusquement retrouvées à l'avant-plan du débat entourant l'échec des récentes tentatives visant à créer une constitution pour l'UE. Si les États-nations européens ont été dans une grande mesure construits dans un désir d'unité, tant culturelle que linguistique, et selon une notion d'histoire et de destinée partagées, alors il va de soi que l'idée de la dimension européenne doit être élaborée à partir d'une compréhension de la diversité.

Celle-ci se manifeste dans pratiquement toutes les sphères de la vie sociale, politique et économique. Malgré cette diversité, l'UE et les autres institutions paneuropéennes, comme le Conseil de l'Europe, ont connu des succès impressionnants, des « trois libertés » (de capitaux, de gens et de biens) aux droits de la personne, d'une banque européenne centrale et de l'Euro à des efforts sérieux pour créer un programme de recherche européen. Parallèlement, et peut-être même en raison d'un lien de causalité, il existe maintenant peu de domaines où l'on peut véritablement observer des efforts concrets visant à rehausser la dimension européenne de l'Europe. Les efforts institutionnels visant à renforcer l'UE par l'élargissement de ses pouvoirs ont été mis de côté. De surcroît, malgré son succès à créer la « dimension européenne », ce qui peut être considéré comme la vision des fondateurs de l'UE – une Europe se libérant de la myopie, ou du manque de vision des États-nations – est mise en attente.

C'est là la toile de fond de l'Eurosphère, un projet de recherche intégrée amorcé et coordonné par IMER/UdeB, le centre pour la migration internationale et les relations ethniques de l'université de Bergen, en Norvège. L'Eurosphère bénéficie d'un financement de recherche de 4,2 millions d'euros provenant de l'UE, de même que des contributions de chacun de ses 17 partenaires représentant 16 pays. Ce projet servira à examiner les résultats de la « dimension européenne » dans quatre domaines en particulier, soit : la constitution européenne ou, plus généralement, le contexte politique de l'UE; la citoyenneté et l'identité européennes; l'élargissement de l'UE, où le cas de la

Turquie recevra une attention particulière; et la mobilité, la migration et l'asile. Quatre types d'intervenants ainsi que leurs actions, leurs motifs et leur efficacité, seront examinés : les médias de masse, les partis politiques, les organisations sociales (y compris celles auxquelles participent des immigrants) et les groupes de réflexion.

Théoriquement, l'idée de l'Eurosphère découle d'une perspective de diversité. Cela signifie notamment que les structures mises en place pour composer avec la diversité ou l'entraver sont importantes pour notre analyse. L'Eurosphère est conçue pour enquêter sur un certain nombre de types d'espace différents, en insistant sur les intervenants qui y évoluent. Ces études sont au cœur du travail empirique et ont été divisées en cinq catégories : 1) les espaces publics qui permettent de « généraliser », comme ceux qui ont été établis en fonction de caractéristiques ethniques, religieuses ou autres; 2) les espaces publics qui permettent de nationaliser et qui sont principalement liés à l'État et à son territoire; 3) les espaces publics transnationaux, comme ceux qu'occupent des diasporas ou des organisations sociales dont les frontières ont été abolies; 4) les espaces publics qui permettent de mondialiser et qui comprennent les divers points de vue de « monde unique »; et 5) les espaces publics qui permettent d'européaniser, et qui comprennent ceux où l'UE détermine les frontières de l'espace public.

L'« Européen » ne manifeste pas nécessairement lui-même les caractéristiques que nous reconnaitrions au sein des espaces publics nationaux et ne doit pas être perçu comme tel. Nous examinerons plutôt comment la dimension européenne émerge ou non d'un éventail de tribunes, et comment ces manifestations et ces tribunes différentes s'unissent pour créer la dimension européenne. Les tentatives visant à comprendre l'« Européen » en tant qu'États-nations, qui supposent une recherche d'histoire et d'identité européennes communes, ainsi que l'« Européen », qui se veut « essentiellement » une confédération pragmatique d'États-nations, ne sont que deux versions de la dimension européenne. Les chercheurs du projet Eurosphère, dont l'expertise sur les questions de minorités et de migration est très précieuse, s'efforceront de déterminer vers où se dirige la dimension européenne en dressant un portrait tenant compte de la diversité qui caractérise présentement l'Europe.

Eurosphère est un projet quinquennal qui en est à sa première année. Pour suivre nos progrès ou pour en savoir davantage, visitez le site suivant :

➡ [www.eurosphere.uib.no](http://www.eurosphere.uib.no)

# Mise à jour : Projets et partenaires

## Centro de estudios migratorios latinoamericano

**ALICIA BERNASCONI**

Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos

Le Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos (CEMLA), un établissement privé sans but lucratif établi à Buenos Aires, en Argentine, a ouvert ses portes en 1985. Membre de la Confederation of Centers for Migration Studies ni Battista Scalabrini, le CEMLA se concentre sur les questions liées à la migration à destination ou en provenance d'Amérique latine, ou au sein de celle-ci. De plus, il publie un journal, Estudios Migratorios Latinoamericanos, qui présente des travaux érudits d'historiens, de démographes, d'anthropologues et autres. Les textes sont le plus souvent rédigés en espagnol, mais parfois aussi en portugais. Le directeur Mario Santillo ([cemla@cemla.com](mailto:cemla@cemla.com)) et la secrétaire générale Alicia Bernasconi ([abernasconi@cemla.com](mailto:abernasconi@cemla.com)) peuvent correspondre en anglais, en français, en italien et, bien sûr, en espagnol.

Le CEMLA s'efforce de préserver et de développer l'histoire de l'immigration en Argentine, pour améliorer nos connaissances des processus actuels de migration et pour aider les immigrants à s'adapter. Ces travaux se déroulent dans le contexte d'une société qui offre des possibilités moins grandes qu'il y a 100 ans, lorsque les personnes nées à l'étranger représentaient 30 % de la population totale et que le taux de chômage était une situation temporaire et de courte durée. En ce temps, l'éducation publique gratuite offrait un passeport vers la mobilité ascendante et l'intégration sociale.

De nos jours, alors que les immigrants subissent en partie une ségrégation spatiale et une discrimination raciale, il est difficile d'arriver à une cohésion sociale. Une grande partie des travaux du CEMLA vise à obtenir des gains dans ces domaines. En collaboration avec d'autres organisations d'Argentine, le CEMLA a participé pendant une décennie à des discussions avec des parlementaires et le gouvernement, et ce dernier a finalement adopté une nouvelle loi sur l'immigration par l'intermédiaire du Congrès en 2004. Cette loi garantit aux migrants le droit à la santé et à l'éducation, indépendamment de leur statut migratoire. Elle établit le droit essentiel et inaliénable de migrer et énonce l'obligation de garantir un traitement égal aux étrangers qui se soumettent aux lois du pays.

Dans un effort pour lutter contre la discrimination, le CEMLA a produit une vidéo éducative sur les droits des enfants à la santé, à l'éducation et à l'identité, qui est distribuée dans les écoles et dans d'autres établissements, et qui est accompagné d'un livret d'activités : Todos somos distintos,

todos somos iguales [Nous sommes tous différents, nous sommes tous égaux]. On y présente des entrevues avec des enfants et des dessins animés. Les enfants expliquent qu'on leur a refusé l'accès à des services, qu'ils ont été maltraités à l'école en raison de leur nationalité ou qu'on leur a refusé une admission régulière dans une école parce qu'ils ne possédaient pas tous les documents requis. Après chaque section, le texte pertinent de la Déclaration internationale sur les droits des enfants est présenté.

La crise profonde vécue par l'Argentine entre 2001 et 2002, puis la transformation économique qui s'est étendue sur dix ans ont entraîné l'exclusion de nombreux Argentins du marché du travail et les ont incités à émigrer vers l'Union européenne, principalement en Espagne et en Italie, ce qui a mené le plus souvent à des frustrations, car les emplois disponibles dans des postes peu spécialisés étaient très inférieurs à leurs compétences véritables. Certaines régions de l'Italie ont mis en œuvre des programmes pour aider les immigrants éventuels de descendance italienne à trouver les moyens de mettre sur pied de nouvelles activités en Argentine plutôt que d'avoir recours à l'immigration. Les participants de ces programmes sont soutenus par des formations, des crédits ou des connaissances qui peuvent les aider à développer de nouvelles activités dans leur pays de naissance. Le CEMLA a collaboré avec Osservatorio ITENETS, Reti Istituzionali per formazione e lavoro, pour obtenir des études sur les immigrants de Basilicata et leurs descendants.

La violence faite aux enfants est un autre domaine préoccupant, en particulier le long des frontières, où les enfants sont exploités, abusés et victimes de traite d'un pays à un autre, et souvent victimes d'exploitation sexuelle. Le CEMLA a récemment amorcé un projet pour prévenir le commerce, la traite et l'exploitation sexuelle commerciale des garçons, des filles et des adolescents à la frontière Argentine-Brésil-Paraguay. Le programme comprend la production d'une vidéo éducative, d'un livret comportant des histoires de traite de personnes, et des renseignements sur les écoles à l'intention des enfants et des adolescents, et qui sont remis à des bénévoles locaux ayant suivi une formation par l'intermédiaire de ce programme pour mettre en œuvre des mesures préventives permanentes. Des programmes similaires sont envisagés pour d'autres régions frontalières.

Pour de plus amples renseignements : ➡ [www.cemla.com](http://www.cemla.com)

# Nouvelles initiatives australiennes en matière de recherche sur la cohésion sociale

**JOHN NIEUWENHUYSEN**

Monash Institute for the Study of Global Movements, Monash University

L'Australie, en tant que pays d'accueil, possède une riche tradition de recherche sur les incidences de l'arrivée de millions de personnes sur son territoire.

L'une des plus récentes initiatives est le projet de recherche sur la cohésion sociale Scanlon, qui vise à cartographier la répartition ethnique en Australie, à définir la cohésion sociale et à la mesurer, autant qu'il est possible de le faire, à analyser les différents éléments de la cohésion sociale et à examiner certains aspects des minorités au sein des sociétés internationales. Les travaux, généreusement financés par la Fondation Scanlon, s'effectuent dans le cadre d'un partenariat entre l'université Monash et la Fondation multiculturelle australienne.

Scanlon a choisi d'investir dans ce projet parce que l'Australie doit démontrer une véritable cohésion sociale si elle veut conserver son taux d'immigration élevé afin de pourvoir aux besoins de son économie prospère et avide de compétences. Dans le contexte de l'après-septembre 2001, il est donc important de comprendre les éléments de cette cohésion ainsi que ceux qui la menacent, et de mesurer les changements qui les affectent.

L'un des avantages particuliers de cette enquête nationale sur les attitudes et les tendances à l'égard de la cohésion sociale est qu'elle survient au moment où le gouvernement britannique amorce une enquête nationale plus vaste sur des questions similaires. On espère donc qu'il sera possible d'établir des comparaisons.

L'Australie se caractérise par une très grande cohésion sociale. Toutefois, deux caractéristiques particulières du débat actuel marquent un tournant par rapport au passé. D'abord, la mondialisation toujours plus rapide et la circulation beaucoup plus libre des personnes; ensuite, les attaques violentes contre des civils dans divers pays auxquels le gouvernement australien a répondu en se joignant à la « guerre à la terreur ». Des mesures législatives sur la sécurité et sur d'autres éléments ont par la suite été mis en place, intensifiant le doute du public au sujet de la communauté musulmane (qui compte 300 000 personnes, dont le tiers est né au pays). En décembre 2005, les émeutes de Cronulla, en banlieue de Sydney, ont donné lieu à des scènes qui ont choqué l'Australie. Cette situation a incité les gouvernements, certains chefs musulmans et ceux d'autres communautés à entreprendre diverses activités qui ont mené à des discussions publiques et des plans visant à modifier les politiques multiculturelles du pays.

L'un des projets de Scanlon est la production du livre *Social Cohesion in Australia*, qui sera publié par University of Cambridge Press, sous la direction de James Jupp, John Nieuwenhuysen et Emma Dawson. Celui-ci présente divers éléments du programme d'immigration s'étant révélés efficaces, au cours des dernières

décennies, dans un contexte de politiques multiculturelles. Il traite également de certains problèmes qui se posent pour l'avenir. Le caractère cosmopolite de l'Australie a connu un essor rapide, mais sans connaître certains des problèmes (par exemple la formation de ghettos) vécus par d'autres sociétés d'accueil. L'arrivée d'immigrants en Australie a été appuyée par des services d'établissement, en particulier des établissements d'enseignement de l'anglais, qui ont aidé les nouveaux arrivants à des trouver de l'emploi et facilité leur mobilité économique. Les résultats sont aussi de bon augure pour certains indicateurs clés de cohésion sociale, par exemple un engagement communautaire accru des groupes de migrants de deuxième génération.

Néanmoins, le livre soulève plusieurs enjeux :

- Les questions de la marginalisation des personnes nées à l'étranger en milieu de travail;
- Les conséquences des dispositions législatives en matière de sécurité sur les relations interethniques;
- La propension des médias à dévaloriser les minorités qui semblent ne pas se conformer aux cultures principales;
- La marginalisation et l'exclusion sociale des peuples autochtones qui ne profitent pas de la même prospérité ni du même pouvoir économique que le reste de la population;
- Les difficultés qu'ont certaines des principales organisations religieuses, ainsi que la population en général, à bien s'entendre avec de nouveaux groupes peu familiers, et la capacité réduite de la vieille structure religieuse à permettre la cohésion sociale;
- Les sentiments de marginalisation et d'aliénation que ressentent certains jeunes en raison de l'hostilité et du dénigrement, qui peuvent les mener à affirmer leur présence au sein de la société et à légitimer leur vie en se joignant à des gangs.

Ces conclusions trouveront écho dans plusieurs autres pays d'accueil, en particulier ceux qui ne possèdent pas de modèle de soutien formel et bien réglementé pour l'accueil et l'établissement (contrairement, par exemple, à l'Australie, au Canada et à la Nouvelle-Zélande). Il convenait donc de lancer *Social Cohesion in Australia* à la Douzième conférence internationale Metropolis à Melbourne, en Australie, en octobre 2007.

Des initiatives comme le projet Scanlon revêtent une valeur particulière lorsqu'un débat reposant sur des renseignements fiables et des analyses indépendantes et impartiales s'avère essentiel au maintien du statut remarquable de l'Australie à titre de pays à l'immigration élevée et diversifiée, qui jouit d'une véritable cohésion sociale.

## Plan d'action de la Norvège pour l'intégration et l'inclusion sociale des immigrants<sup>1</sup>

**EVA HAAGENSEN**

Département de l'intégration et de la diversité, ministère norvégien du travail et de l'inclusion sociale

Le plan d'action de la Norvège pour l'intégration et l'inclusion sociale de la population d'immigrants, mis en place en janvier 2007, est la réponse du gouvernement aux défis posés par le travail, l'aide sociale et l'inclusion sociale dans certaines couches de la population d'immigrants. Le plan traite du taux de chômage élevé, de la dépendance accrue à l'aide sociale, de la faible participation civique et du décrochage scolaire dans certaines tranches de la population d'immigrants, et il expose les mesures visant à régler ces problèmes<sup>2</sup>.

### Objectifs généraux de la politique

L'objectif général du gouvernement est de s'assurer que chaque personne qui vit en Norvège, quels que soient ses origines et son sexe, bénéficie des mêmes chances et des mêmes droits, et ait les mêmes obligations de contribuer à la société et de mettre ses compétences à profit. Les indicateurs de participation dans des conditions d'égalité sont notamment l'absence de discrimination et l'accès égal aux services publics et aux institutions. La politique et les mesures d'intégration et de cohésion sociale décrites dans le plan visent à prévenir les disparités sur le plan des conditions de vie au sein des groupes ethniques ou des classes sociales, et de faire en sorte que les immigrants trouvent un emploi et contribuent à la société dans son ensemble le plus rapidement possible après leur arrivée.

<sup>1</sup> Voir [www.regjeringen.no/en/dep/aid/doc/rapporter/planer/planer/2006/Action-Plan-for-Integration-and-Social-I.html?id=271538](http://www.regjeringen.no/en/dep/aid/doc/rapporter/planer/planer/2006/Action-Plan-for-Integration-and-Social-I.html?id=271538) pour obtenir le texte complet du Plan d'action pour l'intégration et l'inclusion sociale de la population d'immigrants et des Objectifs d'inclusion sociale.

<sup>2</sup> Voir [www.ssb.no/innvstat](http://www.ssb.no/innvstat) pour connaître les statistiques sur la démographie et les conditions de vie de la « population d'immigrants » en Norvège. Celle-ci est formée d'immigrants de la première génération (personnes nées à l'étranger de deux parents nés à l'étranger) et de personnes nées en Norvège de deux parents nés à l'étranger (les descendants de la première génération d'immigrants).

Le plan d'action a été présenté dans le cadre du budget d'État 2007 et comporte 28 mesures d'une valeur totale de 400 millions de couronnes norvégiennes (environ 50 millions d'euros). Il est axé sur quatre secteurs essentiels à la réussite de l'inclusion, soit : *emploi, enfance, éducation et langue, égalité des sexes et participation*, dont il est brièvement question ci-dessous.

La participation au marché du travail est vue comme l'outil principal de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Dans ce secteur, le plan d'action mise à la fois sur les compétences individuelles et les programmes du marché du travail, sur des mesures comme les activités d'entrepreneuriat des immigrants et sur des initiatives qui visent à encourager les employeurs à recruter des immigrants.

Parmi les mesures essentielles figure un financement accru par l'État des coûts relevant des municipalités, dans le cadre du programme d'introduction destiné à intégrer les réfugiés et leurs familles. Offert également aux hommes et aux femmes, le programme vise à développer des compétences de base en langue norvégienne, à fournir des renseignements sur la société norvégienne, à offrir une préparation à la vie au travail ou à une éducation plus poussée, ce qui mène à une plus grande indépendance financière. À ce programme dirigé par les municipalités s'ajoute une introduction au soutien financier auquel les participants sont admissibles.

Le programme d'insertion *Nouvelle chance* vise à offrir à davantage d'immigrants un contact permanent avec le marché du travail. Le groupe cible est composé de personnes qui se trouvent en Norvège depuis un certain temps, mais qui n'ont pas de liens permanents avec le marché du travail et qui dépendent donc des prestations d'aide sociale. Le programme est fondé sur le programme d'introduction pour les réfugiés; beaucoup de participants sont des femmes.

Pour promouvoir l'égalité des chances pour tous, y compris les immigrantes, une attention particulière est accordée aux mesures qui permettent de garantir l'indépendance financière des femmes et de faire obstacle aux actions et aux traditions qui retirent aux jeunes la possibilité de prendre des décisions, comme le mariage forcé et la mutilation génitale.

Le dialogue et les liens avec la société civile et les organisations qui représentent les immigrants sont considérés comme importants pour le développement d'une politique pertinente. Le plan prévoit une augmentation du financement accordé aux ONG et aux activités bénévoles qui favorisent la participation et l'inclusion aux collectivités locales.

Le gouvernement estime que tous les enfants nés en Norvège devraient parler le norvégien avant de commencer l'école. On souhaite aussi qu'une proportion accrue d'enfants immigrants fréquente les garderies. Plusieurs mesures ont été élaborées afin d'atteindre ces objectifs, notamment des périodes de temps déterminées offertes gratuitement dans les garderies pour tous les enfants de quatre et cinq ans dans des secteurs d'Oslo où l'on retrouve un grand nombre d'enfants de groupes linguistiques minoritaires, de même que des ressources additionnelles pour les écoles où plus de 25 % des élèves parlent une langue minoritaire.

Le ministre norvégien du travail et de l'inclusion sociale est chargé de coordonner le Plan d'action pour l'intégration et l'inclusion sociale de la population d'immigrants, mais les 28 mesures nécessitent la participation de sept autres ministères. Pour faciliter la mise en œuvre du plan, des objectifs concrets et mesurables en matière d'intégration et d'inclusion des immigrants et de leurs descendants ont été établis. Les ministères concernés divulgueront les résultats d'ici à la fin de l'année 2007.



## Table ronde des experts du G8 sur la diversité et l'intégration

Le 4 octobre 2006, des délégués des pays du G8 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie, Royaume-Uni et États-Unis) se sont réunis pour participer à une table ronde sur la diversité et l'intégration, organisée dans le cadre de la Onzième conférence internationale Metropolis. Des représentants de l'Union européenne et du Portugal y étaient aussi présents. Quarante participants, dont des hauts fonctionnaires, des élus, des chercheurs universitaires et des membres de la société civile, ont échangé leurs points de vue sur quatre sujets : les avantages économiques de l'intégration, la diversité et l'intégration, le rôle de la société civile dans l'intégration, et la diversité et la sécurité. Un cinquième thème est ressorti des discussions, celui de la situation unique des enfants immigrants.

Un rapport résumant les discussions et les principales conclusions peut être consulté à l'adresse suivante :

➔ [www.international.metropolis.net/publications/G8\\_Report\\_Fr.pdf](http://www.international.metropolis.net/publications/G8_Report_Fr.pdf)

# Mise à jour : Projets et partenaires

## Un centre pour l'étude de l'immigration et de l'intégration : Le Ruppin Academic Center d'Israël

**MOSHE SHARIR et AVIVA ZELTZER-ZUBIDA**  
Institute for Immigration and Social Integration

Dès sa création, l'État d'Israël s'est composé d'un tissu multiculturel comprenant une majorité juive, elle-même formée de groupes aux origines culturelles et ethniques différentes et aux affiliations religieuses variées, vivant côte à côte avec une minorité complexe de citoyens arabes et non-juifs. À l'heure actuelle, près de la moitié de la population juive d'Israël se compose d'immigrants, et le reste se compose en majorité d'enfants d'immigrants. Les groupes variés et les enjeux auxquels ils sont confrontés au cours du processus d'intégration illustrent bien les défis culturels, sociaux et économiques que devra relever la société israélienne au cours des prochaines années.

Depuis sa fondation il y a 50 ans, le Ruppin Academic Center a comme valeurs fondamentales la responsabilité sociale et l'intégration du savoir universitaire, des valeurs bien présentes au sein de son programme et de ses activités organisationnelles. Avec la création de l'Institute for Immigration and Social Integration (IIS), le premier du genre en Israël, le Centre démontre son engagement envers le développement du savoir universitaire et de l'expertise professionnelle dans un domaine au cœur des enjeux sociaux et économiques d'Israël. L'IIS est multidisciplinaire et regroupe des chercheurs provenant d'un éventail de disciplines, dont la sociologie, l'anthropologie, la psychologie, l'économie et l'administration des affaires, qui ont uni leurs forces pour explorer le processus aux facettes multiples que constitue l'intégration des immigrants à la société israélienne.

Fondé il y a deux ans, l'IIS a lancé plusieurs initiatives novatrices, dont :

- *Un programme de premier cycle en gestion, immigration et médiation interculturelle*, lancé en octobre 2006 avec 30 étudiants de la communauté éthiopienne. Ce premier programme universitaire d'Israël axé sur la gestion, l'immigration et la médiation interculturelle, cible des étudiants sélectionnés en fonction de leurs résultats scolaires, de leur leadership et de leur motivation. Une autre cohorte d'étudiants devrait être admise au programme en février 2008.
- *La mise en place d'un cadre pour l'entrepreneuriat social et la participation communautaire* par le Centre. Dans ce cadre, les enseignants et les étudiants participent de manière proactive à des programmes communautaires de sensibilisation au sein des communautés de nouveaux immigrants, de même qu'à des programmes communautaires d'intégration dans des communautés culturellement diversifiées.
- *Une conférence annuelle et une série de séminaires*, présentés par l'IIS, qui offrent aux chercheurs et aux professionnels œuvrant avec les immigrants, en Israël ou à l'étranger, l'occasion de mettre en commun des idées et des pratiques exemplaires, et d'élaborer des initiatives et des projets de recherche.
- *Des capitaux pour amorcer la recherche*, accordés par l'IIS, en vue d'encourager les chercheurs du Centre à explorer des sujets liés à l'immigration et à l'intégration. Les études menées jusqu'à présent sont les suivantes : le rôle des réseaux sociaux dans la décision d'émigrer lorsqu'on provient d'un pays développé; le cas des immigrants nord-américains en Israël; les attitudes des Israéliens de souche et des nouveaux immigrants à l'égard d'une « action positive » à l'intention des immigrants; le financement des entreprises appartenant à des immigrants; enfin, l'utilisation des services de santé mentale chez les immigrants d'Éthiopie, comparée à d'autres groupes en Israël.



- *Un projet international de recherche comparative* sur l'intégration économique des migrants qualifiés dans quatre pays – le Canada, les États-Unis, l'Allemagne et l'Israël – lancé cette année et financé par la Fondation population, migration et environnement (PME) par l'intermédiaire de l'Initiative de recherche PME-Metropolis. Chacun des pays d'accueil visés par cette étude représente un régime d'immigration différent, tant du point de vue de la sélection du pays hôte que du type et de l'ampleur de l'aide et du soutien offerts aux immigrants. Le fait d'insister sur l'intégration des immigrants d'une origine en particulier au sein de pays de destination différents nous donne une occasion unique d'examiner l'incidence des politiques d'immigration et le contexte de l'accueil sur l'intégration économique des immigrants très qualifiés.
  - *Le Ruppin Index of Immigrant Integration in Israel* a été développé par le comité universitaire de l'IIIS formé des principaux chercheurs en immigration et en intégration d'Israël. Il présente des données longitudinales très attendues, résultant de la comparaison de cinq groupes d'immigrants à trois groupes de citoyens d'origine à partir de plusieurs indicateurs d'intégration sociale, économique et culturelle. L'indice a été présenté à la Knesset (le parlement israélien), et il constitue un outil d'information utile pour les politiciens, les responsables des politiques et les gestionnaires qui élaborent des politiques et des pratiques liées à l'immigration et à l'intégration.
  - La parution du document *Annals of Immigration and Immigrants in Israel*, publié par l'IIIS en mai 2007. Les renseignements qu'on y retrouve comprennent notamment 330 tableaux formés à partir de sources diverses ainsi qu'une base de données centrale sur une gamme de sujets, dont les caractéristiques démographiques des populations immigrantes, l'emploi chez les immigrants, l'éducation des immigrants, la répartition géographique des immigrants, l'intégration sociale et les réseaux sociaux.
- Ces efforts soutenus et combinés créent une plate-forme pour les chercheurs et les universitaires, en particulier pour les experts en immigration et en intégration communautaire au sein de sociétés multiculturelles, en leur permettant d'amorcer un dialogue et d'échanger des idées et des connaissances. De plus, l'IIIS s'est engagé à travailler conjointement avec les organismes d'État et les organisations qui souhaitent améliorer leur travail auprès des collectivités d'immigrants en tirant parti du savoir universitaire.
- Pour de plus amples renseignements :
- ➡ [sharir@ruppin.ac.il](mailto:sharir@ruppin.ac.il)
  - ➡ [avivazz@ruppin.ac.il](mailto:avivazz@ruppin.ac.il)
  - ➡ [www.ruppin.ac.il](http://www.ruppin.ac.il)
- 
- Moshe Sharir dirige l'IIIS et Aviva Zeltzer-Zubida est membre du personnel et coordonnatrice de l'indice.*

# Mise à jour : Projets et partenaires

## IMISCOE :

### Migration internationale, intégration et cohésion sociale en Europe

IMISCOE (International Migration, Integration and Social Cohesion) est un réseau d'excellence financé par la Commission européenne pour une période de cinq ans (avril 2004-2009). Ses trois principaux objectifs sont les suivants : doter l'Europe d'une infrastructure de recherche dans les domaines de la migration, de l'intégration et de la cohésion sociale, mettre en place une infrastructure de formation et mettre sur pied une infrastructure de diffusion de l'information. Le réseau, devenu un organisme international d'envergure, en est maintenant à sa quatrième année d'existence et a élargi ses rangs afin de regrouper plus de 450 chercheurs de 23 instituts situés dans 13 pays européens. Ses activités de recherche sont classées en neuf groupes et mettent l'accent sur les lacunes énoncées dans des rapports préliminaires sur la situation; des propositions conjointes de nouveaux projets de recherche ont été présentées et plusieurs publications ont été produites. De plus, trois équipes de chercheurs se penchent sur la faisabilité de nouvelles pistes de recherche stratégique, alors qu'une structure a été mise en place afin d'accroître la mobilité et l'échange de chercheurs, particulièrement d'étudiants au doctorat. Des instruments ont également été créés pour faciliter les communications internes et externes. Cet article donne un aperçu de certains des résultats obtenus par IMISCOE jusqu'à présent.

#### Mise en place un programme conjoint d'activités de recherche

En 2006, une publication intitulée *The Dynamics of International Migration and Settlement in Europe: A State of the Art* a paru dans une série d'études conjointes d'IMISCOE. Cette publication se fondait sur les neuf rapports préliminaires rédigés dans le cadre de la première phase d'IMISCOE. Il s'agissait, pour l'essentiel, d'un bilan des recherches en cours en Europe, et on y proposait une orientation pour les recherches à venir, que les groupes d'IMISCOE réalisent par l'entremise de nombreuses initiatives. Pour effectuer leurs tâches, les groupes se basent sur leur programme de travail annuel. Il peut notamment s'agir de préparer des propositions

de recherche conjointe afin de trouver du financement à l'externe, de travailler à des publications conjointes ou d'établir une nouvelle méthodologie.

De plus, d'intenses séances de discussion sur les nouvelles pistes de recherche stratégique ont été tenues. L'accent a notamment été mis sur la nécessité de créer un instrument pour stimuler l'ébauche de théories ainsi que le développement de méthodologies; il s'agit là d'éléments essentiels à l'établissement d'un programme de recherche commun. Dans la foulée, un appel a été lancé en décembre 2006 relativement à la tenue de conférences pour remplir ce mandat.

Nous avons également constaté une augmentation des activités entre les groupes et le fait que certains programmes de travail rassemblent des chercheurs de plus d'un groupe. Certaines de ces initiatives visent à regrouper des chercheurs originaires des pays sources afin qu'ils discutent des différents thèmes des groupes. D'autres doivent servir à préparer des propositions de recherche liées à plus d'un groupe, tandis que certaines ont pour but d'élaborer un thème qui n'est pas adéquatement couvert par l'un des neuf groupes.

Ce travail a permis de produire un riche éventail de publications et de propositions. On peut consulter la liste des publications à l'adresse [www.aup.nl](http://www.aup.nl) (en anglais et en néerlandais) et les documents de travail à l'adresse [www.imiscoe.org](http://www.imiscoe.org) (en anglais seulement).

#### Mise en place d'une infrastructure de formation

Le réseau IMISCOE s'est penché sur trois moyens d'améliorer la formation. Le premier consiste à faciliter la participation et le déplacement des membres d'IMISCOE, que ce soit en finançant une partie des frais d'inscription, de déplacement et d'hébergement pour les candidats au doctorat qui souhaitent suivre une formation, ou en accordant des subventions aux déplacements pour encourager les étudiants à visiter les institutions partenaires d'IMISCOE. De plus, le réseau offre maintenant, sur une base régulière, des conférences au troisième cycle d'études supérieures. Le deuxième moyen est un plan établi par IMISCOE relativement à un programme

conjoint de formation de troisième cycle qui énonce les normes de qualité et les exigences, et qui met à profit l'expertise au sein du réseau et ailleurs. Finalement, le troisième moyen est une demande de programme de recherche conjoint de deuxième cycle en études ethniques et migratoires. Six partenaires d'IMISCOE offrant des cours de deuxième cycle ont conjugué leurs efforts afin de mettre sur pied un programme commun, combinant leurs forces et leur expertise respectives.

## Mise en place une infrastructure de communication et de diffusion

IMISCOE publie régulièrement des flash-info et des bulletins afin d'informer le public des développements et des résultats. DEMI (Database of Experts on Migration and Integration – base de données d'experts en migration et intégration), un important service, a été lancé en janvier 2007. Cette base de données contient de l'information sur 680 chercheurs et experts en la matière, d'Europe, des États-Unis, du Canada et de l'Australie.

Le comité de rédaction a créé un programme de publications qui comprend notamment une bibliothèque en ligne rassemblant plus de 600 publications et ouvrages de référence, des documents de travail et d'orientation publiés sur le site Web d'IMISCOE ainsi qu'une série d'ouvrages publiés par IMISCOE et les Presses de l'université d'Amsterdam, qui, jusqu'à présent, comprend douze volumes (l'un traitant des études conjointes, quatre sur la recherche, deux rapports et cinq dissertations).

Enfin, IMISCOE a mis en œuvre des initiatives visant à consolider le lien entre la recherche et les politiques, et à améliorer la diffusion des recherches à un large public. Le premier résultat de ces efforts est déjà perceptible, notamment par le lancement de projets de recherche qui engagent explicitement les décideurs dès le début du processus, comme Cities for Local Integration Policies (CLIP) et The Integration of Second Generation Immigrants (TIES). Par ailleurs, des ateliers spéciaux ont été organisés afin de discuter des résultats de recherche avec les décideurs.

## Continuité du réseau

Une évaluation interne a démontré qu'IMISCOE a réussi à mobiliser le secteur de la recherche : les instituts participants font preuve d'enthousiasme et d'engagement, particulièrement les étudiants au doctorat et les jeunes chercheurs, et ils sont très satisfaits des installations et des possibilités que leur offre IMISCOE. Les nombreuses demandes d'inscription, provenant de profanes, d'instituts et de particuliers, confirment

la réputation d'IMISCOE. En outre, le conseil d'administration a exprimé à l'unanimité son désir de laisser le réseau en place une fois que la période de financement par la Commission européenne aura pris fin. On s'affaire actuellement à explorer diverses options afin de s'assurer qu'IMISCOE reste en place après le 1<sup>er</sup> avril 2009.

## Entre des « vies parallèles » et une « cohésion communautaire » : Vers de nouveaux modèles d'immigration, d'intégration et de multiculturalisme

### Colloque annuel 2007 du COMPAS

Les 5 et 6 juillet 2007 ont eu lieu le colloque annuel du Centre on Migration, Policy and Society (COMPAS). L'événement a réuni des universitaires de renom, des fonctionnaires, des représentants d'organismes non gouvernementaux et d'autres intervenants clés qui ont examiné de nouveaux modèles d'immigration, d'intégration et de multiculturalisme.

Les participants au colloque se sont penchés sur l'existence de prétendues « vies parallèles » et sur le gouffre – réel ou figuré – qui sépare certains immigrants et groupes minoritaires de la société en général. Pour certains, la concentration résidentielle, les écoles religieuses et les organisations ethniques constituent des preuves de ces « vies parallèles », et les critiques laissent entendre que les politiques de multiculturalisme ont encouragé l'autoségrégation ou l'isolement communautaire. Pour contrer ce phénomène, de nouveaux modèles ont été conçus, par exemple la « cohésion communautaire » que souhaite obtenir la Grande-Bretagne, tandis que les modèles déjà en place ont été revus. À quel point les divers modèles ont-ils été fructueux? La notion de « vies parallèles » est-elle exagérée, ou s'agit-il d'un problème auquel il faudrait consacrer plus d'attention sur le plan des recherches et des politiques? Est-il possible de concevoir de nouveaux modèles pour améliorer la recherche et l'analyse dans ce domaine, et ainsi favoriser l'établissement des politiques et des services appropriés?

Pour obtenir un compte rendu détaillé du colloque et des copies des présentations, consultez le site suivant :

➡ [www.compas.ox.ac.uk](http://www.compas.ox.ac.uk)

# Publications

## Intégration des nouveaux arrivants



**Intégration des nouveaux arrivants : Approches internationales**  
Le numéro d'hiver 2006 de *Canadian Diversity / Diversité canadienne* fournit une perspective comparative sur les approches internationales en matière d'intégration des nouveaux arrivants.

On y retrouve des profils de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de l'Union européenne, de la Finlande, de la France, d'Israël, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la

Pologne, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède et de la Suisse. Il présente également des articles thématiques sur le discours civique, les difficultés d'intégration et la « seconde génération », ainsi qu'un débat sur la controverse touchant les caricatures danoises.

Ce numéro est le dernier d'une série de comparaisons internationales sur les thèmes de la migration et de la diversité. Les numéros passés se sont penchés sur l'identité nationale et la diversité, les approches internationales face au pluralisme et la négociation du pluralisme religieux.

Pour obtenir un exemplaire : ➡ [canada@metropolis.net](mailto:canada@metropolis.net)

## Identités nationales

Un numéro récent de *National Identities* (vol. 9, n° 3) traite des questions liées à l'identité nationale et à la diversité. John Biles (projet Metropolis) et Paul Spoonley (Massey University) ont collaboré à cette édition spéciale qui explore les façons dont les États sont arrivés à surmonter les défis posés par une diversité

ethnoculturelle, raciale, religieuse et linguistique croissante, déterminée en grande partie par la migration. Les articles comprennent notamment des exemples provenant de l'Australie, de la Bosnie, de l'Allemagne et du Mexique, de même qu'une interrogation théorique au sujet de diverses stratégies mises en œuvre dans les principaux pays d'accueil.

Pour en commander une copie :

➡ [www.tandf.co.uk/journals/journal.asp?issn=1460-8944&linktype=5](http://www.tandf.co.uk/journals/journal.asp?issn=1460-8944&linktype=5)



## Refuge

### Numéro spécial de *Refuge* : Des renseignements sur l'intégration

Tandis que plus de 70 % de la population mondiale de réfugiés trouvent protection dans des camps de réfugiés pour des périodes prolongées, de nombreux États du Nord continuent d'accepter un nombre important d'« arrivées spontanées » en facilitant les procédures de demande d'asile et en offrant des services d'établissement aux personnes qui l'obtiennent. On reconnaît de plus en plus que les besoins en matière d'établissement de ces deux populations de réfugiés sont généralement très différents. Une période de déplacement prolongée a une incidence directe sur le bien-être mental, social et culturel des réfugiés, et ceux qui choisissent de s'établir ailleurs après avoir vécu une telle situation ont des besoins uniques. Parallèlement, la recherche souligne les défis particuliers en matière d'établissement et d'intégration que doivent relever les demandeurs d'asile admis. Les faits semblent démontrer que les réfugiés ont un bilan économique plus faible que les autres immigrants; il est donc essentiel d'arriver à mieux comprendre les sources de disparité et de développer des stratégies visant à améliorer les bilans économique et social.

Dans ce contexte, l'équipe du projet Metropolis s'est associée au personnel du Centre d'études sur les réfugiés de la York University pour produire un numéro spécial de *Refuge* qui se penchera sur la question de l'intégration des réfugiés. Catherine Dauvergne (University of British Columbia) a collaboré à ce numéro spécial qui paraîtra à l'automne 2007. On y explore les pratiques des sociétés d'accueil en matière d'établissement et d'intégration des réfugiés; les études internationales et comparatives sur l'expérience de migration et d'établissement des demandeurs d'asile admis, la façon dont cette expérience diffère de celles des autres catégories d'immigrants et les incidences qu'elle peut avoir à long terme sur la société et l'économie; la gamme de défis qui se posent aux réfugiés établis à la suite de séjours prolongés dans les camps et les stratégies élaborées par les pays d'accueil pour régler les problèmes; enfin, les coûts et les avantages de la prestation de services d'établissement au cours du processus de détermination du statut de réfugié.

Pour de plus amples renseignements : ➡ [refuge@yorku.ca](mailto:refuge@yorku.ca)

## Numéros spéciaux de la *Revue de l'intégration et de la migration internationale*



La *Revue de l'intégration et de la migration internationale* (RIMI) est une publication savante et multidisciplinaire qui diffuse des travaux de recherche récents dans les domaines de la migration et de la diversité. On y publie régulièrement des numéros spéciaux sur d'importants sujets de recherche en matière de politiques.

### **Immigration, race et justice pénale**

Directeurs invités : Jock Collins (University of Technology, Sydney), Scot Wortley (University of Toronto), Austin Lawrence (ministère de la Justice Canada) et Steven L. Morris (projet Metropolis). Ce numéro spécial se penche sur l'immigration, la race et la justice pénale. Les articles abordent les liens, réels et subjectifs, entre l'immigration, les minorités raciales et les activités criminelles. D'un côté, certains affirment que les immigrants et les minorités représentent une menace importante pour la sécurité des pays d'accueil; de l'autre, il y a ceux qui suggèrent que les immigrants et les minorités raciales sont souvent victimes de profilage racial, de brutalité policière et d'autres formes de discrimination dans le système de justice pénale. Ce numéro spécial explore les

deux avenues afin de relever les sujets de recherche liés aux politiques.

### **Attirer de nouveaux arrivants dans les petites villes et les collectivités rurales**

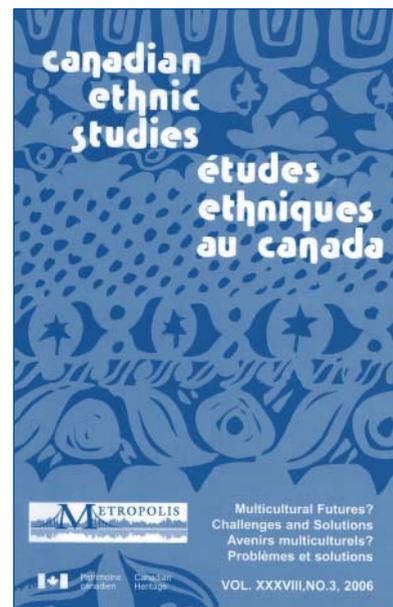
Un deuxième numéro spécial étudie l'immigration dans les petites villes et les collectivités rurales. Il porte sur l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, où la plupart des nouveaux arrivants décident de s'établir dans de grandes zones métropolitaines. Néanmoins, chaque ordre de gouvernement cherche de plus en plus à inciter les nouveaux arrivants à s'établir hors des grandes villes. Il s'agit là d'une réorientation importante des politiques d'immigration et des programmes d'initiatives. Les différents articles de ce numéro spécial portent sur les initiatives en matière de programmes et de politiques qui visent à attirer des immigrants dans les régions rurales, sur les répercussions à plus long terme, ainsi que sur les facteurs susceptibles d'influencer l'attrait des immigrants pour les régions rurales et leur intention de s'y installer de façon permanente. Ce numéro a pour directeurs invités Tom Carter (University of Winnipeg), Maryann Wulff (Monash University), Rob Vineberg (Citoyenneté et Immigration Canada) et Stephen Ward (ministère australien des collectivités – Victoria). Le numéro contient des articles de chercheurs et de responsables des politiques issus de ces trois pays.

Pour commander une copie de l'un ou l'autre de ces numéros spéciaux :

➡ [jimi@ualberta.ca](mailto:jimi@ualberta.ca)

Pour obtenir plus de renseignements sur les propositions d'articles et les abonnements, consultez le site suivant :

➡ [jimi.metropolis.net](http://jimi.metropolis.net)



## Avenirs multiculturels? Problèmes et solutions

Ce numéro de la revue *Études ethniques au Canada* examine le multiculturalisme et les enjeux qui l'accompagnent. Produit en collaboration avec Chedly Belkhdja (Université de Moncton), John Biles (projet Metropolis), Ian Donaldson (Patrimoine canadien) et Jennifer Hyndman (Syracuse University), ce numéro survole différentes stratégies adoptées par les provinces, le multiculturalisme fédéral et l'interculturalisme au Québec, l'accommodement ethnique au Nouveau-Brunswick, les expériences d'accommodement vécus par des nouveaux arrivants lusophones d'Afrique à Toronto, le vécu multiculturel dans un établissement scolaire de Toronto, le débat public dans d'autres pays d'accueil, et d'autres sujets d'intérêt. En outre, Kamal Dib du Programme de multiculturalisme de Patrimoine canadien présente une optique des prévisions démographiques 2017 de Statistique Canada pour ce qui est de la politique de multiculturalisme du Canada.

Pour commander votre exemplaire :

➡ [www.ss.ualgary.ca/ces/](http://www.ss.ualgary.ca/ces/)

## Rapport mondial 2008 de l'OIM sur la migration : Gérer la mobilité de la main-d'œuvre dans une économie mondiale en évolution

**GERVAIS APPAVE** et **RYSZARD CHOLEWINSKI**

Codirecteurs, État de la migration dans le monde 2008, Organisation internationale pour les migrations

L'État de la migration dans le monde 2008 sera le quatrième de la série des rapports biennaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui vise à améliorer la compréhension du phénomène de la migration internationale et de contribuer à l'élaboration de politiques efficaces et pragmatiques en réponse aux défis qu'elle pose.

Le rapport sera principalement axé sur la mobilité de la main-d'œuvre dans notre économie mondiale en constante évolution. Il analysera les modèles migratoires actuels et proposera de nouvelles options politiques afin de rendre plus efficace et équitable la migration de la main-d'œuvre et de maximiser les avantages de la migration pour tous les intervenants.

Ces conclusions et ces options seront tirées de l'expérience de l'OIM en matière de politiques et de programmes, des plus récents travaux des principaux universitaires et chercheurs, des représentants du gouvernement qui travaillent dans le domaine des politiques et des pratiques d'immigration, du secteur privé et de la société civile.

### Une courte introduction

L'élaboration d'une approche mondiale efficace à la gestion de la migration internationale constitue pour la communauté un défi considérable qui exigera temps et efforts au cours des prochaines années. Selon quels critères la communauté internationale devrait-elle élaborer une stratégie exhaustive de gestion de la migration qui permettra une action concertée? Quels principes organisateurs devrait-elle adopter? Existe-t-il, en termes conceptuels, un levier qui permettrait de faire progresser le débat?

Le problème repose en partie sur la difficulté d'obtenir un consensus sur la nature fondamentale de la migration et ce qui en résulte. Malgré la tendance actuelle, tout à fait souhaitable, qui reconnaît les résultats potentiellement avantageux du phénomène migratoire, le discours sous-jacent demeure chargé de doutes, d'incohérences et de véritables contradictions. La migration devrait-elle, par exemple, être considérée comme un phénomène entièrement « naturel », c'est-à-dire un élément fondamental du comportement humain, observé tout au long de l'histoire de l'humanité? Ou devrait-elle être perçue comme quelque chose de profondément « anormal » puisqu'elle procède du déracinement (douloureux) des gens de leurs lieux de naissance, et de leur établissement (tout aussi difficile) dans d'autres pays? L'immigration contribue-t-elle à l'enrichissement des pays d'origine grâce à la circulation de fonds et au transfert des compétences et de la technologie, ou à leur appauvrissement en raison de la perte de talent?

Au cœur de cette incertitude, se trouvent des pistes qui méritent d'être explorées, comme l'idée que la migration contemporaine, par opposition à

ce qu'elle a pu être dans le passé, serait uniquement liée aux processus d'intégration économique et sociale et définie par ces processus collectivement appelés mondialisation. Cette idée est appuyée par l'argument selon lequel, volontairement ou non, ces développements sont en grande partie responsables de la mise en place d'un contexte sans précédent dans lequel la mobilité humaine a tendance à trouver son expression à une échelle véritablement mondiale.

Dans le cadre des récentes consultations internationales sur la migration, de nombreux représentants des gouvernements et du secteur privé ont reconnu le besoin d'un marché du travail mondial plus efficace et efficient. On prévoit que les écarts existants entre l'offre et la demande de main-d'œuvre augmenteront au cours des prochaines années, avec le vieillissement et le déclin des populations dans la majeure partie du monde industrialisé, et l'accroissement des populations dans la majeure partie du monde développé. Les inégalités sur le plan des salaires et des possibilités entre le monde développé et le monde en développement, mais aussi au sein de ceux-ci, ne disparaîtront vraisemblablement pas et continueront à motiver la mobilité à l'intérieur des régions et entre elles. Il manque cependant des stratégies clairement formulées pour établir une meilleure correspondance entre l'offre et la demande d'une manière sûre, humaine et ordonnée.

L'État de la migration dans le monde 2008 cerner cet enjeu de deux manières. La première partie portera sur la description et l'analyse des modèles actuels de mobilité de la main-d'œuvre. On y retrouvera un ensemble d'études indépendantes sur la migration de travailleurs hautement qualifiés, la migration de travailleurs moyennement ou peu spécialisés, la circulation des étudiants, le tourisme et les voyages d'affaires de courte durée, la migration des familles, la migration interne et la migration irrégulière. La deuxième partie du rapport proposera ensuite une vaste gamme de politiques, en mettant l'accent sur la collaboration entre les intervenants, y compris les pays d'origine et de destination, et sur le besoin de cohérence en matière de collaboration internationale. Une section finale doit servir à la mise à jour de données et à l'analyse des mouvements migratoires, du nombre de migrants et des tendances depuis la dernière parution de cette publication, en 2005; il portera aussi sur les développements actuels en matière de migration dans les principales régions du monde.

Le rapport sera publié en anglais, en français et en espagnol.

### Référence

Organisation internationale pour les migrations (OIM). 2005. *État de la migration dans le monde : Coûts et bénéfices de la migration internationale*, Genève, OIM.

# Événements



## Reconnaissance des titres de compétence acquis à l'étranger

Le numéro du printemps 2007 de *Thèmes canadiens / Canadian Issues* porte sur la question de la reconnaissance des titres de compétence acquis à l'étranger, y compris les répercussions de la non-reconnaissance, les pratiques exemplaires dans différents domaines et métiers, de même que l'interaction des gouvernements, des différents secteurs de l'économie, des organismes de réglementation, des syndicats et des travailleurs formés à l'étranger. Dans l'article qu'elle a signé en introduction, la directrice invitée Leslyanne Hawthorne (University of Melbourne) présente un survol des principaux thèmes de discussion de ce domaine. Ce numéro, qui contient des contributions de chercheurs, de responsables des politiques et d'intervenants des secteurs non gouvernementaux, puise des exemples dans toute une gamme de professions et de domaines, notamment la médecine, le génie, la construction, l'écologie, les sciences infirmières et les sciences pharmaceutiques.

Pour commander une copie, adressez-vous à :

➡ [canada@metropolis.net](mailto:canada@metropolis.net)

## Dixième conférence nationale Metropolis Pour élargir le débat : Perspectives multiples sur l'immigration au Canada

Le Centre Metropolis Atlantique tiendra la Dixième conférence nationale Metropolis au World Trade and Convention Centre de la ville historique d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 3 au 6 avril 2008. La conférence sera l'occasion pour les délégués en provenance du Canada et de l'étranger de discuter d'enjeux liés à la migration, à l'intégration et à la diversité culturelle tout en examinant les orientations que prennent les recherches en matière de politique publique.

Les délégués participeront à des discussions plénières, à des ateliers et à des tables rondes axés sur les six priorités de recherche qui guideront la section canadienne du projet Metropolis au cours des cinq prochaines années, soit :

1. Citoyenneté et intégration sociale, culturelle et civique;
2. Intégration à l'économie et au marché du travail;
3. Famille, enfants et jeunes;
4. Logement et voisinages;
5. Justice, services de police et sécurité;
6. Collectivités d'accueil et leur rôle dans l'attrait et la rétention des nouveaux arrivants et des minorités.

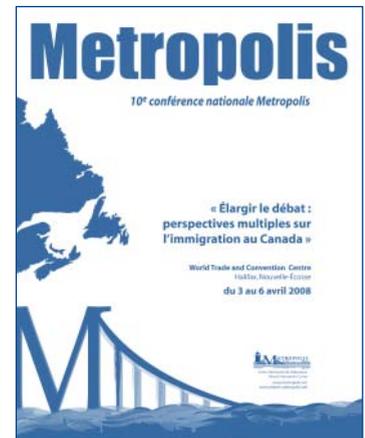
Les chercheurs, les responsables des politiques, les intervenants communautaires et les membres d'organisations non gouvernementales sont invités à présenter des propositions d'ateliers pour trois types de séances :

- Ateliers avec présentations – ateliers axés sur une présentation formelle suivie d'une période de questions et réponses sur des sujets précis liés à la diversité, à l'immigration et à l'établissement;
- Ateliers de formation – ateliers qui présentent des programmes, des ensembles de données ou des outils pédagogiques précis aux intervenants des domaines de la diversité, de l'immigration et de l'établissement;
- Tables rondes – discussions informelles ayant pour objectif d'explorer des enjeux majeurs et des sujets controversés et en débattre, sans présentation formelle, dans les domaines de la diversité, de l'immigration et de l'établissement.

La date limite de remise des propositions d'atelier est le 1<sup>er</sup> novembre 2007.

Pour de plus amples renseignements :

➡ [www.metropolis2008.net](http://www.metropolis2008.net)



# Événements

## Douzième conférence internationale Metropolis : Migration, cohésion sociale et croissance économique

La Douzième conférence internationale Metropolis se déroulera du 8 au 12 octobre 2007 à Melbourne, en Australie. C'est la première fois qu'une conférence Metropolis se tiendra dans l'hémisphère Sud, et une attention particulière sera portée à l'histoire de cette région en ce qui a trait à l'immigration, à sa diversité actuelle et à sa façon d'aborder les enjeux liés à la migration. La conférence permettra aussi de discuter, dans un contexte élargi, des questions de migration et de diversité, notamment en ce qui a trait à la cohésion sociale, au pluralisme religieux, à la sécurité et aux conséquences économiques de l'immigration. On y présentera en outre les résultats de nombreux projets de recherche récents. La conférence est organisée par l'Université Monash et la Fondation multiculturelle de l'Australie. Le ministère australien chargé de l'immigration et de la citoyenneté, le gouvernement de l'État de Victoria, la Ville de Melbourne et la Scanlon Foundation ont également apporté leur appui à la conférence.

Des séances plénières traiteront d'une gamme de sujets, notamment :

- La migration et l'économie mondiale;
- La migration des travailleurs qualifiés et ses répercussions sur les pays en développement;
- La cohésion sociale, l'identité et le sentiment d'appartenance;
- La migration de retour : nouveaux développements, nouvelles réponses;
- La cohésion sociale au sein de sociétés diversifiées : table ronde du maire;
- Les avantages de la diversité : table ronde d'experts;
- Les minorités et la sécurité;
- L'immigration et l'établissement hors des principaux centres urbains;
- La foi et la cohésion sociale;
- La région de l'Asie-Pacifique;
- La migration de travailleurs non qualifiés.

De plus, la Scanlon Foundation lancera un projet de recherche sur la cohésion sociale, et un groupe de décideurs fédéraux donnera une séance sur les orientations en matière de migration et de diversité en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada.

**METROPOLIS 2007**

**Migration, croissance économique et cohésion sociale**  
Douzième conférence internationale Metropolis / du 8 au 12 octobre 2007 / Melbourne, Australie

**METROPOLIS** Pour de plus amples renseignements : [www.international.metropolis.net](http://www.international.metropolis.net)

Australian Government  
Department of Immigration and Multicultural Affairs

VICTORIA  
AUSTRALIA

Melbourne  
Australia Multicultural Foundation

MONASH UNIVERSITY

Plus de 75 ateliers seront offerts, choisis parmi les quelque 130 soumissions étudiées par le comité de sélection. Les délégués auront ainsi la possibilité de discuter de manière plus approfondie des enjeux clés et de tirer parti des perspectives comparatives sur la politique, la recherche et la pratique. Les sujets abordés seront notamment la citoyenneté et le multiculturalisme, le contrôle et la sécurité aux frontières, les mouvements migratoires et la mobilité, l'intégration sociale et économique, la diaspora et le transnationalisme ainsi que les politiques élaborées en réponse à la migration et à la diversité. Des visites organisées donneront aux participants l'occasion de découvrir la diversité de Melbourne et son programme d'établissement, et permettront de mieux comprendre le contexte local. Il sera notamment question de la culture et de la communauté, de la foi et de la communauté, des collectivités autochtones et du Centre de ressources pour les migrants.

Pour de plus amples renseignements :

➡ [www.international.metropolis.net/events/index\\_f.html](http://www.international.metropolis.net/events/index_f.html)

# Metropolis Plus : Points de vue de la Nouvelle-Zélande

La conférence internationale annuelle Metropolis est généralement considérée, dans les milieux universitaires, gouvernementaux et non gouvernementaux, comme une tribune de choix, où l'on peut mettre en commun des idées novatrices et des pratiques exemplaires en matière de recherche, de politiques et de prestation de services, dans les domaines de l'immigration et de la transformation sociale des villes dans les sociétés diversifiées. La Douzième conférence internationale Metropolis se tiendra à Melbourne, en Australie, du 8 au 12 octobre 2007. Cette conférence et bon nombre d'activités afférentes offrent aux participants de l'hémisphère Nord et de la région de l'Asie-Pacifique l'occasion de mieux connaître le contexte particulier, sur le plan de l'immigration, de certains pays qui appliquent depuis longtemps déjà des politiques visant à favoriser l'immigration ainsi que la migration temporaire. Le 15 octobre 2007, à Wellington en Nouvelle-Zélande, le ministère néo-zélandais chargé du travail ainsi que le bureau des affaires ethniques présentent un forum d'un jour intitulé « Metropolis Plus : points de vue de la Nouvelle-Zélande ».

Les organisateurs encouragent les délégués de la conférence internationale Metropolis – en particulier ceux qui viennent de loin – à profiter de leur « séjour dans le Sud » pour prendre part à ce forum qui présentera des aspects novateurs des politiques d'immigration et de l'établissement dans un pays qui détient le taux le plus élevé par habitant d'immigrants et d'émigrants parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

« Metropolis Plus : points de vue de la Nouvelle-Zélande » mettra en lumière plusieurs éléments caractéristiques, sur le plan social et culturel, d'un système où la migration joue un rôle de premier plan. Par exemple, les Maoris, peuple indigène qui représente environ 15 % de la population, sont plutôt partagés au sujet de l'immigration à grande échelle. Ils ont perdu la plupart de leurs terres et de leur souveraineté à la suite de la conclusion du Traité de Waitangi avec la Couronne britannique en 1840, puis de l'arrivée massive de colons en provenance du Royaume-Uni et

de l'Europe. Certains Maoris craignent que de nouvelles vagues d'immigrants, surtout issus de contextes culturels diversifiés, viennent aggraver leur marginalisation.

Les peuples voisins des îles de l'est du Pacifique sont venus en Nouvelle-Zélande et en Australie en suivant des parcours particuliers, et leur place dans le présent système de migration néo-zélandais est reconnue dans des initiatives stratégiques particulières. Durant le forum, on examinera ces initiatives, notamment du point de vue des communautés transnationales des Pasifika en Nouvelle-Zélande, communautés bien établies qui font entendre leur voix au Parlement de la Nouvelle-Zélande par l'entremise du ministre chargé des affaires des îles du Pacifique et d'un ministre s'y rattachant, responsable des politiques.

Les immigrants récents des pays d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient – pays dont proviennent un nombre de plus en plus grand d'immigrants, notamment depuis la révision substantielle de la politique d'immigration effectuée durant les années 1980 – ont connu des situations et des parcours particuliers, lesquels sont relatés dans des chansons, des films et d'autres créations artistiques faisant état des différentes identités qui se côtoient dans la Nouvelle-Zélande d'aujourd'hui.

« Metropolis Plus : points de vue de la Nouvelle-Zélande » se tiendra au musée national Te Papa, qui abrite une magnifique exposition sur l'histoire de la Nouvelle-Zélande comme pays d'immigration. Il n'y a pas de frais d'inscription : le forum est la contribution de la Nouvelle-Zélande à la Douzième conférence internationale Metropolis. Ce sera l'occasion de vous aventurer plus loin que l'Australie, jusqu'à Aotearoa en Nouvelle-Zélande, afin d'avoir un aperçu de l'histoire de l'immigration bien particulière de ce pays et de la situation actuelle, et de profiter du panorama et de l'hospitalité qui font de la Nouvelle-Zélande l'une des destinations touristiques les plus populaires des dernières années.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site suivant :  
➡ [www.metropolis2007.org/plus.php](http://www.metropolis2007.org/plus.php)

## Comment faciliter la participation des migrants à la société : Un séminaire de l'ONU

**AMY MUEDIN**

Bureau de l'observateur permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, Organisation internationale pour les migrations

L'intégration des migrants est l'une des questions politiques les plus intensément débattues dans les pays d'accueil, qu'ils soient « traditionnels » ou « nouveaux ». Chez les États qui jusqu'à présent ne se considéraient pas et n'étaient pas désignés comme pays d'accueil, un sentiment d'urgence se fait ressentir dans les recherches de modèles et de stratégies efficaces pour faciliter l'intégration des migrants. Le processus d'ajustement mutuel des migrants et de leur nouvelle collectivité d'accueil est aujourd'hui l'un des plus grands défis – et aussi l'un des plus délicats – auxquels les gouvernements et sociétés doivent faire face. Malgré ce fait, les questions liées à l'intégration des migrants et à la cohésion sociale sont demeurées plutôt en périphérie des récents débats intergouvernementaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur les migrations internationales. Elles y étaient généralement évoquées de manière marginale dans l'ordre du jour plus global des droits de la personne.

Afin de combler les lacunes dans ce domaine, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et la fondation MacArthur ont organisé un séminaire sur la participation des migrants à la société, qui a eu lieu le 3 mai 2007. Cette rencontre s'inscrivait dans une série de séminaires sur la migration et le développement dont l'objectif est d'aider les représentants des missions permanentes auprès de l'ONU chargés de questions économiques et sociales à enrichir leurs réflexions analytiques sur les migrations récentes. Ces séances constituent en fait des suivis du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a eu lieu en septembre 2006, et servent à mettre en commun des idées en vue du Forum mondial sur la migration et le développement de juillet 2007 à Bruxelles.

Les principaux objectifs du séminaire étaient de favoriser une meilleure compréhension des différentes notions d'intégration des migrants, et de mieux rendre compte des facettes complémentaires qui peuvent exister entre les pays d'accueil et les pays d'origine, notamment en ce qui a trait à leurs objectifs et à leurs efforts en matière d'intégration des migrants. Parmi les conférenciers figuraient des universitaires, des gestionnaires municipaux, des représentants d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, et des délégués de l'OIM.

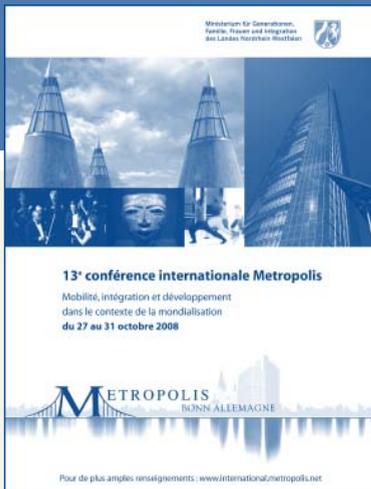
Le séminaire a également servi de cadre à un dialogue entre les participants et les conférenciers. On a reconnu que l'intégration n'était pas simplement une question d'adaptation des migrants à leurs sociétés d'accueil, mais bien une adaptation mutuelle et continue des migrants et des collectivités permettant de rehausser la cohésion sociale. L'intégration a été définie comme l'engagement des migrants dans les différentes sphères de la société, dont les domaines social, économique, culturel et politique. Bien que certains puissent associer le succès de l'intégration à l'emploi ou à la

participation politique, les conférenciers ont souligné que l'intégration sur le plan social et culturel était tout aussi nécessaire. Pour les décideurs, le défi consiste à instaurer un équilibre entre les identités culturelles d'origine des migrants et un sentiment d'appartenance fondé sur l'acceptation des valeurs fondamentales et des institutions de la nouvelle société. La perception négative qu'entretient la population au sujet des migrants ainsi que les stéréotypes que perpétuent les médias et l'opinion publique à leur endroit nuisent à leur intégration; il s'agit là d'un important défi politique pour les gouvernements des pays d'accueil.

Lors de ce séminaire, l'attention s'est notamment tournée vers les services municipaux offerts aux migrants. La ville de New York a souvent été citée comme modèle. L'école primaire gratuite et les différents services offerts dans plusieurs langues, dont les soins de santé, ont été cités comme des réussites en matière de politiques administratives qui favorisent la cohésion entre la collectivité locale et les migrants. Il a été établi que les politiques nationales d'immigration peuvent avoir des répercussions négatives sur les politiques et les services de l'administration municipale lorsqu'elles ne sont pas compatibles. La participation des administrations municipales à l'élaboration des politiques d'immigration nationales a été dépeinte comme essentielle et bénéfique.

À l'échelle mondiale, la création de l'Alliance des civilisations a été accueillie comme une initiative bénéfique pouvant faire avancer le respect du pluralisme culturel, notamment en déployant des efforts crédibles et viables pour atténuer les tensions dangereuses qui peuvent exister entre les différentes sociétés et ce, malgré les inquiétantes tendances extrémistes qui perdurent dans le monde. L'Alliance des civilisations a déterminé avec justesse que l'éducation, les médias, la jeunesse et les migrations sont les principaux domaines qui peuvent favoriser la cohésion sociale et le dialogue interculturel.

Globalement, le séminaire a souligné le fait que l'intégration n'est pas un procédé simple, mais bien une démarche multidimensionnelle à laquelle participent plusieurs intervenants; une démarche adaptée à la relation entre les immigrants et la population nationale. En définitive, l'intégration peut contribuer à la promotion de la protection des droits de la personne chez les migrants, à la diminution de leur marginalisation, à la réalisation de leur plein potentiel et au renforcement de la cohésion sociale et d'une coexistence harmonieuse. À l'ONU, le dialogue sur ces questions n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Toutefois, l'intérêt et la participation des conférenciers et de l'auditoire du séminaire pourraient contribuer à stimuler la discussion qui s'impose sur cette problématique capitale, à une époque où la migration internationale et le développement retiennent de plus en plus l'attention des gouvernements.



## Treizième conférence internationale Metropolis : Mobilité, intégration et développement dans le contexte de la mondialisation

La Treizième conférence internationale Metropolis se déroulera du 27 au 31 octobre 2008 au Centre mondial de conférences de Bonn, en Allemagne. Elle sera organisée par le ministère responsable des affaires intergénérationnelles, de la famille, des femmes et de l'intégration de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en collaboration avec la Ville de Bonn. Cette rencontre sera l'occasion pour les délégués des secteurs de la recherche et des politiques ainsi que des milieux communautaires d'assister à des séances plénières spécialisées, de participer à plus de 75 ateliers ciblés et de se joindre à des visites pédagogiques qui viendront souligner les stratégies adoptées par l'Allemagne en matière d'immigration et d'établissement. Les séances plénières traiteront des questions liées à l'intégration, à la migration et au développement, à la mobilisation des groupes de la diaspora et aux enjeux actuels en matière de migration. Un appel de propositions d'ateliers sera lancé en octobre 2007.

Pour de plus amples renseignements :

➡ [www.international.metropolis.net/events/index\\_f.html](http://www.international.metropolis.net/events/index_f.html)

# La dimension femme-homme dans le contexte de la migration : Séminaire inter-conférence Metropolis

**GORAN NOVAKOVIC**

Arrondissement municipal 17, Vienne

Pour la deuxième fois, les départements viennois de l'intégration et de la condition féminine ont organisé un séminaire inter-conférence Metropolis, « La dimension femme-homme dans le contexte de la migration ». Le séminaire, qui s'est tenu le 11 décembre 2006, a réuni 253 participants, notamment des chercheurs, des politiciens, des fonctionnaires ainsi que des commissaires à l'égalité des chances et à l'intégration venant d'Autriche, d'Allemagne et de Suisse. Les participants ont examiné les diverses conditions de vie des femmes migrantes en s'attardant notamment aux questions suivantes : De quoi les femmes ont-elles besoin? Que peut faire la ville de Vienne pour leur venir en aide? Quel rôle les organisations non gouvernementales, les groupes d'affaires ainsi que le milieu des arts et des médias peuvent-ils jouer? Quel devrait être le centre d'intérêt de cette recherche?

Après l'inauguration officielle par la conseillère municipale Sonja Wehsely, Felicitas Hillmann, professeure de géographie humaine à l'Université de Brême, a prononcé un discours sur les « géographies sexospécifiques de la migration ». Elle a fait remarquer la forte augmentation de la population migrante ainsi que les changements dans la manière dont la population perçoit les migrantes. Elle a souligné que chez les migrants, les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de travail forcé et d'exploitation sexuelle que les hommes, et qu'elles sont davantage exposées à des conditions de travail précaires. Cette situation pourrait s'expliquer par le faible niveau de scolarité des femmes migrantes, par les rôles traditionnels assignés aux femmes, par le manque de moyens financiers et matériels, par la violence et par la féminisation de la pauvreté.

Le séminaire comportait un grand nombre d'ateliers et de discussions de groupes d'experts. Un groupe d'experts réunissant des intervenants de Vienne, de Berlin, de Bâle et de Stuttgart avait pour sujet « Les femmes migrantes et la vie quotidienne en ville ». Chaque participant a présenté la situation des immigrantes dans sa ville et souligné les domaines d'action qu'il estimait les plus importants (les domaines suivants ont notamment été soulevés : l'acquisition de compétences linguistiques, l'intégration au marché du travail, les cours sur la prévention de la violence, les programmes destinés aux femmes âgées et la réussite des filles immigrantes dans les écoles).

Neuf ateliers ont suivi, et chacun proposait un certain nombre de mesures qui pourraient résoudre les principaux problèmes notés. Ces ateliers portaient sur les thèmes suivants :

- Le marché du travail pour les femmes migrantes : arrivée comme physicienne, elle reste au pays à titre de femme de ménage;
- Grandir dans deux cultures : possibilités et potentiel pour les jeunes femmes migrantes;
- Prisonnières de rôles transmis de génération en génération : le renforcement de l'autonomie en tant que clé de l'indépendance;
- Les femmes migrantes et la santé : combien de langues parle-t-on dans notre système de santé?
- Sans réseau d'aucune sorte? Les femmes âgées et la migration;
- Les femmes ne sont pas une marchandise : mesures visant à combattre le trafic des femmes;
- Le mariage forcé : jeunes filles ou femmes menacées ou victimes d'un mariage forcé;
- Diversité et milieu des affaires : l'expérience de la migration en tant qu'aptitude, le multilinguisme en tant que ressource;
- Suggestions créatives : les personnes migrantes dans la culture et la science.

Pour obtenir un rapport complet sur ce séminaire inter-conférence, veuillez consulter le site suivant :

➡ [www.international.metropolis.net/events/index\\_e.html](http://www.international.metropolis.net/events/index_e.html)



## 13<sup>e</sup> conférence internationale Metropolis

Mobilité, intégration et développement  
dans le contexte de la mondialisation  
**du 27 au 31 octobre 2008**

**M**ETROPOLIS  
BONN-ALLEMAGNE

Pour de plus amples renseignements : [www.international.metropolis.net](http://www.international.metropolis.net)